

RODRIGUEZ GROUP

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 1 750 000 €
Siège social : boulevard de la Croisette, Port Canto, 06400 Cannes
697 220 879 R.C.S Cannes

RAPPORT FINANCIER

ANNUEL AU

30 SEPTEMBRE 2009

SOMMAIRE

I – ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL AU 30 SEPTEMBRE 2009	3
II – RAPPORT DE GESTION SUR L'EXERCICE 2008/2009	5
III – COMPTES CONSOLIDES AU 30 SEPTEMBRE 2009	31
A - Bilan consolidé au 30 septembre 2009	32
B - Compte de résultat consolidé au 30 septembre 2009	33
C - Tableau de flux de trésorerie au 30 septembre 2009	34
D - Tableau de variation des capitaux propres au 30 septembre 2009	35
E - Notes annexes aux comptes consolidés au 30 septembre 2009	36
IV – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES AU 30 SEPTEMBRE 2009	83
V – COMPTES ANNUELS DE LA SOCIETE-MERE AU 30 SEPTEMBRE 2009	87
A - Bilan au 30 septembre 2009	88
B - Compte de résultat au 30 septembre 2009	89
C - Tableau de flux de trésorerie au 30 septembre 2009	90
D - Annexes aux comptes de la société-mère au 30 septembre 2009	91
E - Tableau des filiales et participations	104
VI – RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS AU 30 SEPTEMBRE 2009	105

**I - ATTESTATION DES RESPONSABLES DU
RAPPORT FINANCIER ANNUEL
AU 30 SEPTEMBRE 2009**

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

GERARD RODRIGUEZ
Président du Conseil de Surveillance

ALEXANDRE RODRIGUEZ
Président du Directoire

**II - RAPPORT DE GESTION
SUR L'EXERCICE 2008/2009**

SOMMAIRE

1. Référentiel	7
2. Activité	7
2.1 Faits significatifs de l'exercice 2008/2009	7
2.2 Evénements postérieurs à la clôture	9
3. Activité et résultats de l'ensemble du Groupe	11
3.1 Résultats par secteur d'activité	11
3.2 Principaux niveaux de résultat	12
4. Activité et résultats de la société mère	13
5. Activité et résultats des filiales	15
6. Stratégie et perspectives	17
6.1 Optimisation de la structure de coûts	17
6.2 Adaptation du modèle économique	18
6.3 Restructuration financière	18
7. Autres informations	18
7.1 Frais de développement	18
7.2 Investissements matériels	19
7.3 Informations environnementales	19
7.4 Informations sociales	20
7.5 Gestion des risques	21
7.6 Informations relatives aux mandataires sociaux	23
8. Capital et Actionnariat	24
8.1 Prise de participation	24
8.2 Détention du capital	24
8.3 Opérations sur titres réalisées par les dirigeants	25
8.4 Rachat par la société de ses propres actions	25
8.5 Actions détenues collectivement par les salariés	26
8.6 Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	26
9. Informations légales	28
9.1 Assemblée générale	28
9.2 Charges non fiscalement déductibles	28
9.3 Proposition d'affectation des résultats	28
9.4 Conventions réglementées	29
10. Tableau des résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices	30

1. Référentiel

Arrêté des comptes individuels et consolidés

Les comptes individuels et consolidés de Rodriguez Group ont été arrêtés par le Directoire le 27 avril 2010.

Présentation des comptes consolidés

Les comptes consolidés ont été établis selon les normes comptables internationales IFRS. Les comptes individuels sont établis conformément au Plan comptable général. L'ensemble des éléments concernant les comptes consolidés est joint au présent rapport.

2. Activité

2.1 Faits significatifs de l'exercice 2008/2009

Adaptation à une crise majeure

Durant l'exercice 2008/2009, le Groupe a constaté une poursuite de la dégradation des conditions de marché, avec un faible volume de transactions, aussi bien sur les bateaux neufs que sur les bateaux d'occasion et un niveau de prix qui continue d'être orienté à la baisse.

De plus, un nombre important de clients de bateaux neufs n'a pas pu faire face à leurs engagements et ont demandé la résiliation de leur contrat. L'impact de ces annulations sur l'activité Bateaux Neufs est :

- une minoration du chiffre d'affaires de l'ordre de 72 M€,
- et une perte de marge brute de 18 M€.

Afin de respecter son objectif de génération de cash, le Groupe a accepté de réaliser des transactions à des prix très inférieurs aux années précédentes.

Ainsi des moins values sur quelques ventes de bateaux neufs en stock ont été réalisées, de manière exceptionnelle, générant une perte de marge de 14,5 M€ au cours de l'exercice. De ce fait, une dépréciation du stock de Bateaux Neufs a été constatée à hauteur de 2,3 M€ au 30 septembre 2009.

Malgré les importantes dépréciations de bateaux d'occasion constatées au 30 Septembre 2008, certaines transactions ont dû être réalisées en dessous du niveau de prix prévu à cette époque en raison de la poursuite de la dégradation du marché. Ces pertes supplémentaires d'un montant de près de 3 M€ au 1er semestre 2008/2009 et 7M€ au second semestre 2008/2009 ont rendu nécessaire la dépréciation complémentaire du stock de Bateaux d'Occasion d'un montant de 16 M€ au 31 mars 2009 et de 11 M€ au 30 septembre 2009.

Mise en sauvegarde de Rodriguez Group

Pour pouvoir adapter l'entreprise à un retournement majeur du marché, le Groupe a décidé, le 7 avril 2009, de placer la société Rodriguez Group et certaines de ses filiales sous le régime de la Sauvegarde. Ce dispositif permet à une société de poursuivre son activité dans les meilleures conditions possibles tout en bénéficiant de la suspension de l'exigibilité de ses dettes qui font l'objet d'un plan d'apurement dans le temps. La Sauvegarde est réservée aux entreprises qui ont démontré ne pas être en cessation de paiement et permet au management de conserver la direction et la gestion de l'entreprise.

Les sociétés concernées par ce dispositif sont les suivantes :

- Rodriguez Group
- SNP Boat Service
- G. Rodriguez
- Le Yacht

La période d'observation, avait une durée de six mois renouvelable. A la demande de Rodriguez Group, cette période a été renouvelée jusqu'au 7 avril 2010.

Cotation de l'action

La cotation du titre Rodriguez Group a été suspendue le 8 avril 2009.

Protocole de cession W.Service

Suite aux discussions initiées en avril 2009 au sujet de la vente du chantier d'entretien W.Service, un protocole de cession des actions W.Service a été signé en juillet 2009 incluant plusieurs conditions suspensives. Dès que ces dernières ont été respectées, la cession a été effective en date du 26 août 2009 pour un montant de 850 K€.

2.2 Evénements postérieurs à la clôture

Vers une stabilisation des conditions de marché

La prolongation de la crise a encore eu un effet sur certains contrats de bateaux neufs en cours dont la résiliation au premier semestre 2009/2010, a eu l'impact suivant :

- Des annulations de chiffre d'affaires pour environ 15 M€.
- Un impact positif de plus de 5 M€ sur la marge du fait de la conservation des acomptes reçus.

Toutefois, le printemps 2010 permet de constater ce qui semble être un début de stabilisation des conditions de marché. Les protocoles d'accords signés avec certains clients et homologués par le Tribunal de Commerce de Cannes entre le 1er octobre 2009 et la date d'arrêté des comptes, sont des événements contribuant à régler des litiges existants à la date de clôture. De ce fait, ils ont fait l'objet d'une provision pour risques et charges détaillée en note 22.

Afin de respecter son objectif de génération de cash, le Groupe a continué de réaliser des transactions à des prix inférieurs aux années précédentes sur un marché qui semble être encore incertain.

Grâce aux nouvelles dépréciations constatées au 30 septembre 2009 sur les stocks de bateaux neufs et d'occasion, les pertes supplémentaires constatées au premier semestre 2009/2010 sont inférieures à 0,7 M€.

Evolution de la collaboration avec les Chantiers

Le Groupe poursuit son contrat de commercialisation exclusive et sa longue relation de partenariat avec le groupe Overmarine, qui construit les bateaux Mangusta pour Rodriguez Group. Les constructions de nouvelles unités non vendues ont toutefois été mises en suspens.

Suite aux différends entre le groupe Arno et Rodriguez Group, les deux sociétés ont abouti, courant octobre, à une solution amiable pour poursuivre certaines constructions en cours et travailler dorénavant de manière non exclusive.

Fin de la procédure de Sauvegarde

Le 7 avril 2010, le Tribunal de Commerce de Cannes a homologué les plans de sauvegarde présentés par Rodriguez Group et ses deux principales filiales clôturant ainsi la période de sauvegarde ouverte un an plus tôt. Le 9 avril 2010, le plan de sauvegarde de la filiale Le Yacht a été homologué par le Tribunal.

L'homologation du plan de Sauvegarde consacre ainsi la restructuration du Groupe, et met un terme à la période de Sauvegarde.

Signature d'un plan de Restructuration financière

Le 22 février 2010, un accord a été conclu avec l'ensemble des banques qui porte d'une part sur le crédit revolving conclu en 2005, à hauteur de 155,5 M€ en principal et intérêts échus et, d'autre part, sur des engagements par signature à hauteur de 38,1 M€.

L'accord permet au Groupe de bénéficier :

- d'un abandon de créance en principal de 54,3 M€, permettant de constater un profit exceptionnel de ce montant dès l'exercice 2009/2010 ;
- d'un abandon de l'intégralité des intérêts à échoir, sur les dix prochaines années.

Le remboursement du solde de dette bancaire, soit 139,3 M€, s'effectuera :

- à hauteur de 74,7 M€ en numéraire par des remboursements échelonnés de 2010 à 2020 d'un montant minimum annuel de 6,4 M€, et qui seront, le cas échéant, augmentés en fonction des ventes du stock de bateaux neufs et d'occasion.
- à hauteur de 64,6 M€ par conversion en obligations à émettre par SNP Boat Service, convertibles en actions Rodriguez Group ou remboursables en numéraire à compter de 2017 et jusqu'en 2020, lesquelles ne porteront pas intérêt.

La parité retenue en cas de conversion des obligations en actions valorise le Groupe Rodriguez à 250 M€ quelque soit la capitalisation boursière du Groupe aux dates de conversion.

L'émission des obligations sera proposée au vote des actionnaires avant l'été 2010.

Le passif fournisseur a, quant à lui, pu être réduit dans des proportions significatives grâce aux accords conclus avec les principaux fournisseurs de SNP Boat Service. Ce passif, tel qu'admis par SNP Boat Service, s'établit à 27,8 M€ et fera l'objet d'échéances de remboursements progressives fixes sur la période 2011-2020.

Afin de témoigner sa confiance dans l'avenir du Groupe et de faciliter la restructuration financière, le Groupe familial Rodriguez a contribué à hauteur de 9 M€ dont une partie sous forme d'apport en compte courant.

Cotation de l'action

La cotation du titre Rodriguez Group a repris le 8 avril 2010.

Plan de Sauvegarde de l'Emploi

Le Groupe a mis en œuvre une profonde restructuration permettant de diminuer ses charges fixes et d'améliorer ainsi son point mort. Parmi les différentes mesures prises en ce sens, un plan social a ramené l'effectif des 4 sociétés bénéficiant du régime de sauvegarde de 116 salariés au jour de l'ouverture de la procédure à 75 salariés au début du mois d'avril 2010 soit une réduction de 35 %.

3. Activité et résultats de l'ensemble du Groupe

3.1 Résultats par secteur d'activité

Ventes de bateaux

K€	2008/2009	2007/2008
Chiffre d'affaires	79 678	259 276
Résultat opérationnel courant	(96 516)	(60 138)
Effectif moyen	118	128

L'activité vente de bateaux neufs a généré en 2008/2009 un chiffre d'affaires de 45,8 M€ en baisse de 78,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Cette dégradation résulte du contexte général de crise économique, conséquence de la crise financière de septembre 2008 expliquée dans la note 2.1. L'impact des annulations sur l'activité Bateaux Neufs est une diminution du chiffre d'affaires de l'ordre de 72 M€

Le chiffre d'affaires bateaux d'occasion atteint 33,9 M€ en baisse de 24,0 % par rapport à l'exercice précédent.

Services et Produits Associés

K€	2008/2009	2007/2008
Chiffre d'affaires	29 888	48 371
Résultat opérationnel courant	(3 313)	3 620
Effectif moyen	148	161

Les services associés (Brokerage, Charter, Management de bateaux, Recrutement d'équipages, Chantiers d'entretien, Shipchandlers) constituent des activités stratégiques pour la fidélisation de la clientèle. Ils représentent aujourd'hui une offre unique au monde dans ce domaine.

Camper & Nicholsons Intl a, jusqu'en septembre 2008, relativement bien résisté à la crise, et a contribué au chiffre d'affaires du Groupe pour un montant de 18,1 M€

Globalement, le chiffre d'affaires « Services et produits associés » atteint 29,9 M€ en retrait toutefois de 38,2 % par rapport à l'exercice précédent.

3.2 Principaux niveaux de résultat

3.2.1. Chiffre d'affaires

En K€	2008/2009	2007/2008
Chiffre d'affaires	109 566	307 647

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'établit à 109,6 M€ en retrait de 64,4 % par rapport à l'exercice précédent. Cette dégradation résulte du contexte général, conséquence de la crise décrite ci-dessus.

3.2.2. Rentabilité

En K€	2008/2009	2007/2008
Vente de bateaux	(96 516)	(60 138)
Services	(3 313)	3 620
Autres	(3 839)	(4 977)
Résultat opérationnel courant	(103 668)	(61 495)

La marge brute atteint ainsi -32,1 M€ du fait de prix de vente très inférieurs aux années précédentes et de l'impact négatif des annulations de contrats. Après prise en compte des reprises de provisions effectuées sur les unités vendues au cours de l'exercice d'un montant de 26,4 M€, la perte de marge est ramenée à -5,7 M€.

Après constatation d'une dépréciation significative du stock de bateaux (d'un montant de 32,0 M€), le résultat opérationnel courant s'inscrit à -103,7 M€ contre -61,5 M€ l'exercice précédent.

3.2.3. Situation financière

En K€	2008/2009	2007/2008
Résultat financier net	(9 206)	(7 557)

La trésorerie consolidée nette reste stable au cours de l'exercice. Elle demeure positive à 38,6 M€ contre 39,8 M€ l'année dernière. La dette financière nette consolidée s'établit à 161,0 M€ au 30 septembre 2009 contre 113,6 M€ au 30 septembre 2008.

Les emprunts correspondent pour l'essentiel au crédit revolving d'un montant d'origine de 150 M€ totalement utilisé au 30 septembre 2009.

La hausse de l'endettement (46 M€) correspond pour l'essentiel à :

- une utilisation complémentaire du crédit revolving à hauteur de 10 M€ (hors intérêts courus),
- une progression significative des concours bancaires courants de 36 M€,
- une augmentation des intérêts courus de 2 M€
- à la sortie de périmètre de W.Service et de sa dette financière de -2 M€.

Des renseignements plus détaillés sur les caractéristiques des emprunts et dettes financières du groupe figurent dans les notes annexes des comptes consolidés.

3.2.4. Résultat net

En K€	2008/2009	2007/2008
Résultat net (part du groupe)	(121 660)	(47 571)

Le résultat net part du Groupe est de -121,7 M€ contre -47,6 M€ en 2007/2008, après prise en compte d'un profit d'impôt de 7,2 M€ limité à l'estimation, déterminée en fonction du business plan du Groupe, des montants qui devraient être consommés dans un délai de cinq ans.

4. Activité et résultats de la société mère

La SA Rodriguez Group est une société holding qui n'a pas d'activité commerciale propre. Elle détient des participations majoritaires dans les principales sociétés commerciales du Groupe.

Le compte de résultat se décompose ainsi :

en K€	2008/2009	2007/2008
Chiffre d'affaires	-	-
Autres achats et charges externes	(990)	(1 355)
Impôts, taxes et amortissements	(210)	(74)
Autres produits et charges	38	(3)
Résultat d'exploitation	(1 163)	(1 432)
Résultat financier	174	1 008
Résultat exceptionnel	(50 763)	(56)
Impôt sur les bénéfices		81
Résultat net	(51 752)	(399)

Conformément à son objet, la Société n'a généré aucun chiffre d'affaires.

Rodriguez Group SA étant la structure cotée en Bourse, elle supporte tous les frais liés à la cotation. Suite à la suspension du cours de bourse, les achats et charges externes ont fortement diminué à 0,99 M€ cette année contre 1,35 M€ en 2007/2008, représentant essentiellement les frais de déplacements, d'assurances, de publication et la rémunération des différents prestataires en rapport avec la cotation en Bourse. Les conséquences mécaniques des discussions en cours avec l'Administration, relatives au contrôle fiscal de SNP Boat Service, entraînent la constatation d'une provision pour risques et charges (pour impôts) de 200 K€.

Globalement, le résultat d'exploitation s'élève à -1,16 M€ contre -1,43 M€ en 2007/2008.

Le résultat financier a atteint 0,2 M€ contre 1,0 M€ l'exercice précédent. Cette diminution provient du fait :

- que les comptes courants existant à la date d'ouverture de la procédure de sauvegarde ne portent plus intérêts,
- d'une provision sur les titres de SNP Boat Service et SAS G.Rodriguez a été constatée à hauteur respectivement de 1,2 M€ et 0,2 M€,
- de la baisse du cours de Bourse de l'action Rodriguez Group, qui a conduit à constater un complément de provision sur actions propres d'un montant de 0,6 M€.

Le résultat exceptionnel de -50,8 M€ se compose principalement de :

- Provisions sur comptes courants constituées dans le cadre de l'apurement du passif intragroupe prévu dans le plan de sauvegarde : 45,1 M€
- Perte sur cession des titres de W.Service : 4,4 M€
- Honoraires liés à la procédure de Sauvegarde : 1,3 M€

Le résultat net s'établit ainsi à -51,8 M€, contre -0,4 M€ en 2007/2008.

5. Activité et résultats des filiales

Les résultats des filiales enregistrés en 2008/2009 sont les suivants :

La différence essentielle entre le résultat d'exploitation et le résultat net est constituée des provisions exceptionnelles sur les créances intragroupe, qui feront l'objet de cessions/compensation, incorporation au capital ou remboursement post plan.

S.A.S G. Rodriguez (en K€)	2008/2009	2007/2008
% de détention	100.00%	100.00%
Chiffre d'affaires	10 210	18 207
Résultat d'exploitation	1 494	4 313
Résultat net	(12 657)	2 277
Activité	Travaux, réparations de bateaux et ventes de marchandises	
S.A le Yacht (en K€)	2008/2009	2007/2008
% de détention	99.32%	99.32%
Chiffre d'affaires	4 319	10 663
Résultat d'exploitation	(54)	1 331
Résultat net	(1 118)	723
Activité	Shipchandler et vente d'électronique	
S.A SNP Boat Service (en K€)	2008/2009	2007/2008
% de détention	99.71%	99.71%
Chiffre d'affaires	79 684	263 283
Résultat d'exploitation	(106 729)	(70 193)
Résultat net	(120 852)	(62 674)
Activité	Vente de bateaux neufs et d'occasion; location de places de port; gardiennage; hivernage et décoration	
S.A Camper & Nicholsons Intl. (en K€)	2008/2009	2007/2008
% de détention	99.90%	99.90%
Chiffre d'affaires	18 851	34 163
Résultat d'exploitation	(1 913)	4 320
Résultat net	(5 319)	3 655
Activité	Brokerage; location; management de yachts et sélection des équipages	

Nous vous informons que les comptes annuels de l'exercice social clos le 30 Septembre 2009 des trois sociétés françaises sont à la disposition de toute personne qui en fera la demande.

Les principales données des filiales de la société SNP Boat Service sont les suivantes :

SNP Boat Service Inc. (en K€)	2008/2009	2007/2008
% de détention	100.00%	100.00%
Chiffre d'affaires	1 048	2 161
Résultat d'exploitation	(922)	296
Résultat net	(1 054)	139
SNP Boat Service España (en K€)	2008/2009	2007/2008
% de détention	100.00%	100.00%
Chiffre d'affaires	217	245
Résultat d'exploitation	(60)	(92)
Résultat net	(80)	(113)
SNP Boat Service Italia (en K€)	2008/2009	2007/2008
% de détention	99.71%	99.71%
Chiffre d'affaires	2 291	3 075
Résultat d'exploitation	225	546
Résultat net	117	330
Customs management (en K€)	2008/2009	2007/2008
% de détention	83.50%	83.50%
Chiffre d'affaires	513	459
Résultat d'exploitation	40	(45)
Résultat net	36	(63)
SNP Boat Service Suisse (en K€)	2008/2009	2007/2008
% de détention	100.00%	100.00%
Chiffre d'affaires	223	2 383
Résultat d'exploitation	(542)	850
Résultat net	(2 717)	470
L.L.C. Rodriguez Group Middle East (en K€)	2008/2009	2007/2008
% de détention	55.00%	55.00%
Chiffre d'affaires	7 949	3 467
Résultat d'exploitation	(808)	1 125
Résultat net	(835)	1 059
SNP Boat Service Tunisie (en K€)	2008/2009	2007/2008
% de détention	99.75%	99.75%
Chiffre d'affaires	776	727
Résultat d'exploitation	121	164
Résultat net	68	86

La société SNP Boat Service Tunisie détient :

Le Yacht Tunisie (en K€)	2008/2009	2007/2008
% de détention	50.00%	50.00%
Chiffre d'affaires	256	249
Résultat d'exploitation	27	20
Résultat net	3	(4)

6. Stratégie et perspectives

Au cours de la période de Sauvegarde, Rodriguez Group a mis en œuvre un important plan de restructuration, rendu nécessaire par le fort recul du marché du yachting de luxe et la crise financière apparue au deuxième semestre 2008. Le choix de la sauvegarde en avril 2009 s'est révélé pertinent compte tenu de la persistance de la forte dégradation du marché du yachting de luxe qui a entraîné d'importantes baisses de volumes et de prix des transactions.

La restructuration mise en œuvre au cours de la sauvegarde s'articule autour de trois axes principaux dont la réalisation a été rendue possible grâce à l'attitude constructive des principaux partenaires et créanciers de Rodriguez Group.

6.1 Optimisation de la structure de coûts

Rodriguez Group a engagé un vaste programme de réduction de ses coûts de structure et de diminution de ses charges variables afin d'abaisser son niveau de point mort.

Les mesures d'économie ont essentiellement porté sur :

- ✓ les dépenses liées au marketing (salons, frais de déplacements, expositions, publicité ...)
- ✓ les frais de gestion du stock de bateaux (locations de places de port, entretien)
- ✓ les commissions sur les ventes
- ✓ la réduction des effectifs par la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi

Ainsi, par l'effet combiné des mesures d'économie et des réductions de charges liées à la baisse d'activité, Rodriguez Group est parvenu à réduire les charges d'exploitation de SNP Boat Service de plus de 50 %.

La structure de coûts de Rodriguez Group a ainsi été optimisée et rendue cohérente avec des hypothèses d'activité et de reprise du marché de la plaisance de luxe volontairement prudentes.

6.2 Adaptation du modèle économique

Poursuivant sa stratégie de génération de cash mise en place dès l'ouverture de la sauvegarde, Rodriguez Group a profondément modifié son modèle économique pour l'adapter à un environnement changeant.

Ainsi :

- la mise en fabrication de nouvelles unités n'intervient aujourd'hui qu'en cas de commande ferme de la part d'un client
- les reprises de bateaux d'occasion sont devenues exceptionnelles
- les efforts marketing sont centrés sur la vente des bateaux déjà financés en stock, neufs et d'occasion, dont la valeur nette dépasse 85 M€ (Valeur nette comptable au 30 septembre 2009)

Cette adaptation majeure du modèle économique, centrée sur la génération de cash, a pour effet de diminuer fortement le besoin en fonds de roulement du Groupe et d'améliorer sa flexibilité face aux aléas conjoncturels.

6.3 Restructuration financière

Cette restructuration est détaillée dans le chapitre 2.2 Evénements postérieurs à la clôture au paragraphe "*Signature d'un plan de Restructuration financière*".

Bénéficiant d'un modèle économique plus flexible, d'une structure financière redimensionnée et d'une gamme de produits et de services reconnus dans le monde, Rodriguez Group dispose d'atouts forts pour attendre sereinement la reprise du marché et amorcer une nouvelle phase de développement.

7. Autres informations

7.1 Frais de développement

Les dépenses de développement sont essentiellement axées sur des projets de conception de lignes de Très Grandes Unités, nettement individualisés et pour lesquels de sérieuses chances de rentabilité commerciale existent. Ils correspondent à l'effort réalisé par Rodriguez Group dans la mise en œuvre de plans et études pour la production de nouvelles lignes de bateaux de plaisance. Aucun frais de développement n'a été activé au cours de l'exercice.

7.2 Investissements matériels

Les investissements matériels engagés sur l'exercice 2008/2009 s'élèvent à 1,0 M€. Il s'agit principalement de matériel et outillage pour les chantiers d'entretien ainsi que du matériel informatique.

7.3 Informations environnementales

Rodriguez Group ne possédant pas de chantiers de constructions navales, l'impact de ses activités sur l'environnement est très limité. Toutefois le Groupe attache une importance particulière à la préservation de l'environnement.

Les bateaux commercialisés par le Groupe ont été parmi les premiers à être équipés de cuves à eaux noires et eaux grises, en remplacement des évacuations directes en pleine mer ou à quai. Ces eaux sont ensuite stockées dans les ports, et acheminées vers les stations d'épuration. De nombreux ports ne disposant pas des infrastructures nécessaires aux vidanges de ces cuves, Rodriguez Group a donc décidé d'équiper désormais ses bateaux du système HAMMAN, c'est-à-dire d'une station interne d'épuration des eaux usées. Ce système est homologué par IMO (International Maritime Organisation), US COAST GUARD Type II, G.L. RINA....

De même, l'utilisation désormais quasi systématique d'hydrojets en remplacement des hélices réduit considérablement les effets néfastes sur la faune sous-marine. En effet, alors que les propulsions à hélices pouvaient blesser les mammifères marins, les hydrojets éliminent les risques de blesser les espèces protégées telles que les baleines et les dauphins.

De plus, l'EIAPP Certificate (Engine International Air Pollution Prevention Certificate) délivré pour chaque moteur MTU équipant un bateau du Groupe est la garantie du respect des normes internationales en vigueur. Ainsi Rodriguez Group veille à ce que tous ses yachts soient en conformité avec d'une part l'«International Convention for the Prevention of Pollution from Ships » de 1973 modifiée par les «Protocols of 1978 and 1997 » et d'autre part le «Technical Code on Control of Emission of Nitrogen Oxides from Marine Diesel Engines ».

En 2009, comme les années précédentes, l'implication de Camper & Nicholsons Intl dans le programme Carbon Neutral s'est prolongée par une collaboration avec les organisateurs du salon nautique de Monaco. Ainsi, le Monaco Yacht Show est passé pour l'occasion du label Carbon Neutral à la Certification Carbon Neutral, plus exigeante encore en termes de progrès réalisés et définie à partir du Protocole de Kyoto, sous l'égide des Nations Unies.

Cette année encore, Camper & Nicholsons Intl a compensé ses propres émissions de CO² par deux nouvelles actions spécifiques :

- Poursuite du programme d'installation d'une centrale de production combinée d'énergie thermique et électrique propre en Inde, sous l'appellation Kurkumbh Bagasse Cogeneration Project,
- Participation à la construction d'une centrale hydraulique en Chine.

7.4 Informations sociales

La politique de ressources humaines de Rodriguez Group est indissociable de sa stratégie et de ses enjeux de développement. Elle peut se décliner autour de quelques mots clés : Professionnalisme, Epanouissement, et Dialogue social.

Jusqu'en 2001, Rodriguez Group était une société familiale française qui exportait dans le monde entier. Aujourd'hui, après les rachats successifs de CNI et Bob Saxon Associates, le Groupe est une multinationale implantée dans une grande partie des régions du monde, et a employé 274 personnes au cours de l'exercice 2008/2009 (contre 306 en 2007/2008) dont 129 dans les filiales étrangères. Cette implantation mondiale favorise le respect des différences, près de la moitié de l'effectif étant localisée à l'étranger. Le Groupe s'emploie donc à promouvoir la non discrimination et notamment l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.

L'horaire collectif de travail dans les sociétés de droit français est de 35 heures par semaine et s'applique donc à la majorité du personnel. Le Groupe n'a pas à déplorer d'absentéisme significatif.

Au cours de l'exercice, le Groupe :

- a embauché 18 personnes en Contrat à Durée Indéterminée et 9 personnes en Contrat à Durée Déterminée.
- a licencié 24 personnes dont 22 pour motif économique.

Postérieurement à l'ouverture de la procédure de sauvegarde, un Plan de Sauvegarde de l'Emploi a été mené par 3 sociétés du groupe. Des informations plus détaillées sur ce plan figurent dans le chapitre 2.2 Evènements postérieurs à la clôture au paragraphe "*Plan de Sauvegarde de l'Emploi*".

Le Groupe propose tout au long de l'année de nombreuses formations : programme intensif de langues et ce pour être toujours plus proche des attentes des clients. Rodriguez Group équipe ses bateaux des dernières technologies aussi bien en matériel de navigation qu'en motorisation et organise des formations spécifiques pour les capitaines et les équipages afin qu'ils restent à la pointe de ces nouvelles technologies.

Une Unité Economique et Sociale composée des 4 sociétés de droit français du Groupe a été constituée le 15 octobre 2002. Un accord de participation, signé entre l'UES et l'organisation syndicale représentative au sein du Groupe, permet aux salariés de bénéficier de la répartition de la réserve spéciale calculée conformément aux dispositions de l'article L422-2 du code du travail depuis l'exercice 2002/2003.

7.5 Gestion des risques

Risques financiers

La gestion des risques financiers repose sur des stratégies spécifiques en matière de risque de taux d'intérêt, de risque de change, de risque de liquidité et de risque de crédit.

- Risque de change

Les ventes réalisées par le Groupe Camper & Nicholsons sont réalisées pour l'essentiel en USD. Les charges peuvent être libellées en USD ou en Euro. Les transactions réalisées avec les autres sociétés du Groupe génèrent une position de change.

Pour les autres sociétés du Groupe, l'essentiel des flux d'achats et de ventes est réalisé en euros. Le risque de change sur les quelques opérations réalisées en USD est limité.

D'une manière générale, le Groupe considère qu'il n'y a pas lieu de couvrir systématiquement les risques de change sur les opérations réalisées dans une devise tierce (USD notamment). Une couverture peut cependant être réalisée au cas par cas.

- Risque de taux

Le risque de taux d'intérêt résulte des financements à taux variable, rémunérés sur la base de l'Euribor. La Direction du Groupe considère qu'il n'est pas nécessaire de mettre en place une couverture destinée à limiter ou à neutraliser ce risque.

- Risque de liquidité

Le Groupe a mis en place un crédit revolving d'un montant initial et maximal de 150 M€. A la clôture, le montant maximal était utilisé. Le risque de liquidité qui résultait de l'utilisation de toutes les lignes de crédit doit être apprécié aujourd'hui à la lumière de la restructuration financière mise en œuvre.

La société dispose d'un stock de bateaux disponibles à la vente d'une valeur nette de 85 M€ qui permet au Groupe d'attendre le retour à des conditions de marché plus favorables, induisant une reprise significative de la vente de nouvelles constructions et de nouveaux modèles.

- Risque de crédit

Les ventes font, dans la plupart des cas, l'objet d'une clause de réserve de propriété. La remise des documents est, le plus fréquemment, conditionnée au paiement total de la créance. Le risque de crédit est, sur ce point, relativement réduit.

Pour l'ensemble des actifs financiers et des passifs financiers, le Groupe estime que la valeur comptable peut être considérée comme la valeur de marché la plus représentative.

Risques assurables

Rodriguez Group a défini et mis en œuvre une politique de transfert au marché de l'assurance des risques assurables dont la survenance impacterait le résultat consolidé. La majeure partie des risques encourus par le Groupe est couverte au travers d'un programme d'assurances couvrant les risques de dommages/pertes d'exploitation et de responsabilité civile, selon le principe de garantie « Tous risques sauf ». Les polices d'assurance contractées sur les biens mobiliers (stock de bateaux et de marchandises, immobilisations et biens en location ou en leasing...) présentent des niveaux de couverture élevés. Sont également assurés, au cas par cas, les risques de transport de bateaux et de maquettes ainsi que certains risques particuliers ponctuels.

Litiges et passifs éventuels

CAMPER & NICHOLSONS : La procédure fiscale engagée à l'égard des sociétés Camper & Nicholsons International et Camper & Nicholsons France suit son cours. Les sociétés qui contestent toujours fermement les redressements notifiés ont exercé des recours hiérarchiques et sont actuellement en cours de discussion avec l'Administration Fiscale.

Si ces négociations ne peuvent aboutir à un montant peu significatif pour les sociétés, elles contesteront par voie contentieuse la quasi totalité des redressements notifiés.

Le Groupe considère qu'il est trop tôt pour évaluer l'éventuel effet financier des procédures fiscales en cours de discussion.

7.6 Informations relatives aux mandataires sociaux

7.6.1 Mandats sociaux

M. Alexandre RODRIGUEZ	Société	Situation
Président du Directoire	S.A Rodriguez Group	France
Président Directeur Général	S.A SNP Boat Service	France
Président	S.A.S G. Rodriguez	France
Président du Conseil d'Administration	S.A Le Yacht	France
Président du Conseil d'Administration	S.A Serdaneli International	France
Associé et gérant	S.C.I Gal	France
Associé et gérant	S.C.I Laura	France
Associé et gérant	S.C.I Société du nouveau chantier naval de Golfe Juan	France
Président Directeur Général	SNP Boat Service Inc.	Etats-Unis
Gérant	S.L SNP Boat Service España	Espagne
Président du Conseil d'Administration	S.P.A Customs Management	Italie
Président Directeur Général	S.A SNP Boat Service Tunisie	Tunisie
Directeur Général	S.A SNP Boat Service Suisse	Suisse
Associé et gérant	S.C.I AI Invest	France
Associé et gérant	S.C.I Sainte Devote	France
Président du Conseil d'Administration et Directeur Général	S.P.A SNP Boat Service Italia	Italie
Membre du Directoire	L.L.C Rodriguez Group Middle East	Emirats Arabes Unis

Mme Laurence RODRIGUEZ	Société	Situation
Membre du Conseil de Surveillance et Actionnaire	S.A Rodriguez Group	France
Actionnaire et Administrateur	S.A SNP Boat Service	France
Actionnaire et Administrateur	S.A Le Yacht	France
Associée	S.C.I Gal	France
Actionnaire	S.A SNP Boat Service Tunisie	Tunisie
Associée	S.C.I Laura	France
Associée	S.C.I AI Invest	France
Associée	S.C.I Sainte Devote	France

M.Gérard RODRIGUEZ	Société	Situation
Président du Conseil de Surveillance et Actionnaire	S.A Rodriguez Group	France
Actionnaire et Administrateur	S.A SNP Boat Service	France
Actionnaire et Administrateur	S.A Le Yacht	France
Associé	S.C.I Gal	France
Administrateur	SNP Boat Service Inc.	Etats-Unis
Associé	S.L SNP Boat Service España	Espagne
Président	S.P.A Customs Management	Italie
Actionnaire et Administrateur	S.A SNP Boat Service Tunisie	Tunisie
Président	S.A SNP Boat Service Suisse	Suisse

M.Steve CHOKRON	Société	Situation
Directeur Général et membre du Directoire	S.A Rodriguez Group	France
Directeur Général Délégué	S.A SNP Boat Service	France
Directeur Général	S.A Le Yacht	France
Directeur Général	S.P.A SNP Boat Service Italia	Italie
Vice-Président du Conseil d'Administration	S.P.A Customs Management	Italie

7.6.2 Rémunérations

Enfin, nous vous informons, qu'au cours de l'exercice social 2008/2009 :

- Monsieur Alexandre RODRIGUEZ a perçu, au titre de ses différentes fonctions dans le Groupe, une rémunération totale de 760.881 Euros.
- Monsieur Steve CHOKRON a perçu au titre de ses différentes fonctions dans le Groupe, la somme totale de 387.378 Euros.

Les mandataires sociaux ne perçoivent pas de prime de départ et ne bénéficient pas de régime complémentaire de retraite. La société n'a pas procédé à l'attribution d'options de souscription, d'achat d'actions ou de bons de souscription au profit des mandataires sociaux.

8. Capital et Actionariat

8.1 Prise de participation

Prise de participation significative ou prise de contrôle d'autres sociétés, par la Société Rodriguez Group : NEANT

8.2 Détention du capital

Identité des personnes physiques ou morales possédant plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote de la Société Rodriguez Group.

- **Participation supérieure à 2/3:** NEANT
- **Participation supérieure à 1/2 :** NEANT
- **Participation supérieure à 1/3 :** NEANT
- **Participation supérieure à 1/5 :** NEANT

- Participation supérieure à 1/10 :

✓ Monsieur Gérard RODRIGUEZ

C/O "Rodriguez Group"

9, Rue du Commerce - CH - 1204 Genève

Propriétaire de 2.475.676 actions sur 12.500.000 actions, soit 19,81 % du capital.

✓ Madame Laurence RODRIGUEZ

C/O "Rodriguez Group"

9, Rue du Commerce - CH - 1204 Genève

Propriétaire de 1.951.500 actions sur 12.500.000 actions, soit 15,61 % du capital.

- Participation supérieure à 1/20 :

✓ JPMORGAN CHASE

Investor Services

1 Chaseside, Bournemouth

BH7 7DA UK

Propriétaire de 675 988 actions sur 12.500.000 actions, soit 5,41 % du capital.

8.3 Opérations sur titres réalisées par les dirigeants

Dirigeants	Nombre de titres
Acquisitions :	
Monsieur Gérard RODRIGUEZ	0
Madame Laurence RODRIGUEZ	0
Monsieur Alexandre RODRIGUEZ	12 500

8.4 Rachat par la société de ses propres actions

Au cours de l'exercice, la société n'a pas procédé au rachat de ses propres actions.

Dans le cadre du contrat de liquidité confié à ODDO MIDCAP, au 30 septembre 2009 la société détenait en portefeuille 1.670 titres.

La société détenait au total 115.562 actions propres au 30 septembre 2009.

8.5 Actions détenues collectivement par les salariés

Il résulte des dispositions de l'article L 225-129-6 du Code de Commerce que tous les trois ans une assemblée générale extraordinaire doit être convoquée pour se prononcer sur un projet d'augmentation de capital réservée aux salariés dans les conditions prévues à l'article L443-5 du Code du Travail, si le personnel de la Société ou des sociétés qui lui sont liées représente moins de 3 % du capital social.

L'assemblée générale ne s'étant pas prononcée sur un tel projet depuis l'assemblée du 20 mars 2007, il y a lieu de soumettre à l'assemblée générale un projet d'augmentation de capital réservée aux salariés.

Le Directoire indique que cette résolution sera soumise à l'assemblée générale des actionnaires uniquement afin de satisfaire aux exigences légales impératives mais qu'une telle augmentation ne correspond pas aux objectifs actuels de la société. Le Directoire propose de recommander à l'assemblée de ne pas approuver cette résolution.

A titre d'information, nous vous précisons qu'aucune action n'est détenue par les salariés dans le cadre d'un PEE ou d'un fonds commun de placement.

8.6 Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Conformément aux dispositions de l'article L.225-100-3 du Code de commerce nous vous informons que les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique sont les suivants :

- ✓ **Structure du capital social** : Le capital est composé de 12 500 000 actions de 0,14 euro de nominal (soit 1 750 K€), entièrement libérées. Les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié une inscription nominative depuis 4 ans, au nom d'un même actionnaire, disposeront d'un droit de vote double de celui conféré aux autres actionnaires. Ainsi le Groupe Familial Rodriguez détient 55,79 % des droits de vote au 30 septembre 2009.
- ✓ **Restrictions statutaires à l'exercice du droit de vote et au transfert d'action** : Tout actionnaire venant à franchir, dans un sens ou dans l'autre, un seuil d'une fraction du capital de la Société représentant 1% des droits de vote et chaque 1% supplémentaire, devra en informer la société dans les conditions et modalités précisées aux articles L.233-7 et L.233-10 du Code de commerce. En cas de non respect de cette obligation, les titres concernés seront privés de droit de vote selon les modalités précisées à l'article L.233-14 du Code de commerce, à la demande, consignée dans un procès-verbal de l'Assemblée Générale, d'un ou plusieurs

actionnaires détenant une fraction des droits de vote de la Société au moins égale à 2% de ceux-ci.

- ✓ **Participations directes ou indirectes dans le capital de la Société dont elle a connaissance en vertu des articles L.233-7 et L.233-12** : La société détient 115 562 actions propres au 30 septembre 2009. De plus amples informations sont fournies dans la partie "8. Capital et actionnariat", paragraphe "8.4. Rachat par la société de ses propres actions".

L'identité des personnes physiques ou morales possédant plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote de la Société est indiquée dans la partie "8. Capital et actionnariat", paragraphe "8.2. Détention du Capital".

- ✓ **Liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux** : Néant
- ✓ **Mécanismes de contrôle prévu dans un éventuel système d'actionnariat du personnel** : Néant
- ✓ **Accords entre actionnaires dont la Société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote** : Néant
- ✓ **Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Directoire ainsi qu'à la modification des statuts de la Société** : La Société est administrée par un Directoire de 2 à 5 membres choisis ou non parmi les actionnaires et désignés par un Conseil de Surveillance composé d'actionnaires qui exercera le contrôle du Directoire conformément à la loi. Le Directoire est nommé pour une durée de 6 ans par le Conseil de Surveillance qui pourvoit au remplacement de ses membres décédés ou démissionnaires conformément à la loi. Tout membre du Directoire est révocable par l'Assemblée Générale Ordinaire sur proposition du Conseil de Surveillance, sans préavis. Toutefois le Conseil de Surveillance devra appuyer sa proposition de révocation sur des motifs, exprimés dans un avis écrit, dont l'Assemblée devra expressément apprécier le bien-fondé et la légitimité. Les Directeurs peuvent démissionner librement sous réserve que cette démission ne soit pas donnée à contretemps ou dans l'intention de nuire à la Société.
- ✓ **Pouvoirs du Directoire, en particulier en matière d'émission ou de rachat d'actions** : Concernant l'émission ou le rachat d'actions, les pouvoirs du Directoire sont ceux prévus en vertu des dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés anonymes à Conseil de Surveillance et Directoire.

- ✓ **Accords conclus par la Société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société** : Le crédit syndiqué de 150 M€ prévoit qu'un changement dans le contrôle de la société entraînerait l'exigibilité de la dette.
- ✓ **Accords prévoyant des indemnités pour les membres du Directoire ou les salariés s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique** : Néant

9. Informations légales

9.1 Assemblée générale

Nous vous proposons de nous réunir en Assemblée Générale Mixte, le **21 juillet 2010, à 9 Heures 00, à CANNES (06400) HOTEL CARLTON – 58, Boulevard de la Croisette**, afin de délibérer sur l'ordre du jour figurant sur votre convocation.

9.2 Charges non fiscalement déductibles

La société Rodriguez Group n'a :

- effectué aucune dépense somptuaire au cours de l'exercice,
- réintégré dans le résultat fiscal aucun frais généraux suite à un redressement fiscal.

9.3 Proposition d'affectation des résultats

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice social 2008/2009, qui se solde par une perte de -51.752.433 Euros, en totalité au poste « Report à nouveau ».

Nous vous proposons donc de ne pas distribuer de dividende au titre de l'exercice 2008/2009.

Conformément aux dispositions du Code Général de Impôts, nous vous rappelons qu'il a été procédé aux distributions de dividendes suivantes au cours des trois exercices précédents :

	Dividende éligible à l'abattement de 40%	Dividende non éligible à l'abattement
- Exercice 2007/2008 :	NEANT	NEANT
- Exercice 2006/2007 :	NEANT	NEANT
- Exercice 2005/2006 :	NEANT	NEANT

9.4 Conventions réglementées

Elles sont soumises à votre approbation dans le rapport spécial des Commissaires aux Comptes.

Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Le Directoire

10. Tableau des résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices

NATURE DES INDICATIONS (En K€)	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
a Capital social	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750
b Nombre des actions ordinaires existantes (en milliers)	12 500	12 500	12 500	12 500	12 500
c Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
d Nombre maximal d'actions futures à créer					
d1 Par conversion d'obligations					
d2 Par exercice de droits de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE					
a Chiffre d'affaires hors taxes	0	0	0	0	0
b Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	22 204	4 760	721	1 014	(4 496)
c Impôt sur les bénéfices	(196)	221	495	(81)	0
d Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
e Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	22 271	4 581	159	(399)	(51 752)
f Résultat distribué	6 875	0	0	0	0
RESULTATS PAR ACTION (En €)					
a Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	1.78	0.36	0.06	0.08	(0.36)
b Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1.78	0.37	0.01	(0.03)	(4.14)
c Dividende attribué à chaque action	0.55	0	0	0	0
PERSONNEL					
a Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	0	0	0	0	0
b Montant de la masse salariale de l'exercice	0	0	0	0	0
c Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, etc.)	0	0	0	0	0

III - COMPTES CONSOLIDES
AU 30 SEPTEMBRE 2009

A – BILAN

ACTIF (En milliers d'euros)	Notes	30/09/2009	30/09/2008
Goodwill	7	25 379	29 378
Immobilisations incorporelles	8	389	557
Immobilisations corporelles	9	18 229	29 675
Actifs financiers	11	1 402	710
Actifs d'impôts différés	30	19 006	15 271
Actifs non courants		64 405	75 591
Stocks	12	170 289	219 505
Clients	13	64 729	136 540
Autres actifs courants	14	31 763	23 130
Créances d'impôt sur le résultat	30	192	15 844
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	38 577	39 781
Actifs courants		305 550	434 800
Total de l'actif		369 955	510 391

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES (En milliers d'euros)	Notes	30/09/2009	30/09/2008
Capital	16	1 750	1 750
Réserves et résultats consolidés		(45 295)	76 733
Capitaux propres (part du Groupe)		(43 545)	78 483
Intérêts minoritaires		379	210
Capitaux propres totaux		(43 166)	78 693
Dettes financières	18	293	2 714
Engagements envers le personnel	21	638	615
Autres provisions non courantes	22	8 819	3 630
Impôts différés	30	436	599
Passifs non courants		10 186	7 558
Dettes financières	18	199 363	150 654
Acomptes reçus	19	33 687	53 478
Fournisseurs	19	155 806	204 087
Dettes d'impôt sur le résultat		1 612	5 593
Autres passifs courants	23	12 467	10 327
Passifs courants		402 935	424 139
Total des passifs et des capitaux propres		369 955	510 391

B – COMPTE DE RESULTAT

(En milliers d'euros)	Notes	30/09/2009	30/09/2008
Produits de l'activité	24	109 566	307 647
Achats consommés		(141 681)	(243 208)
Autres achats		(30 696)	(47 794)
Charges de personnel	25	(22 866)	(25 412)
Impôts et taxes		(1 126)	(1 883)
Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations	26	(16 834)	(47 685)
Autres produits et charges d'exploitation	27	(31)	(3 158)
Résultat opérationnel courant		(103 668)	(61 494)
Autres produits et charges opérationnels	28	(15 974)	(2 424)
Résultat opérationnel		(119 642)	(63 918)
Coût de l'endettement financier net		(7 220)	(7 665)
Autres produits financiers		1 818	1 555
Autres charges financières		(3 804)	(1 447)
Résultat financier	29	(9 206)	(7 557)
Résultat avant impôt		(128 848)	(71 475)
Produit (charge) d'impôt	30	7 185	23 743
Part du Groupe dans les résultats des sociétés mises en équivalence		-	-
Résultat net des activités poursuivies		(121 663)	(47 732)
dont intérêts minoritaires		(3)	(161)
Résultat net part du Groupe		(121 660)	(47 571)
Résultat net par action	17	(9.82)	(3.82)
Résultat net dilué par action	17	(9.82)	(3.82)

C – TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

(En milliers d'euros)	Notes	30/09/2009	30/09/2008
Résultat des sociétés intégrées		(121 663)	(47 732)
- Dotations aux amortissements, provisions, dépréciations		14 640	7 803
- Résultats de cession		4 450	134
- Charge (Produit) d'impôt	30	(7 185)	(23 743)
- Coût de l'endettement financier net	29	7 220	7 665
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		(102 538)	(55 873)
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		45 290	43 570
- Impôts		14 537	(5 041)
Flux de trésorerie liés à l'activité (Total I)		(42 711)	(17 344)
Opérations d'investissements			
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(583)	(16 894)
Cessions d'actifs corporels et incorporels		25	156
Variation des prêts et avances consentis		(694)	97
Acquisitions/ cessions d'entités nettes de trésorerie acquise		1 432	
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement (Total II)		180	(16 641)
Opérations de financement			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		-	-
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		-	-
Augmentation de capital en numéraire		-	-
Rachats et reventes d'actions propres		(4)	(1 937)
Intérêts décaissés nets		(4 963)	(7 038)
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		10 270	10 295
Remboursements d'emprunts		(204)	(712)
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement (Total III)		5 099	609
Variation de trésorerie (I+II+III)		(37 432)	(33 376)
Trésorerie d'ouverture		32 384	66 039
Trésorerie de clôture	15	(5 172)	32 384
Incidence des variations de cours des devises		124	279
Variation de trésorerie		(37 432)	(33 376)

D – TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Capital	Réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Au 30 septembre 2007	1 750	126 801	(1 034)	127 517	375	127 892
Résultat au 30 septembre 2008		(47 571)		(47 571)	(161)	(47 732)
Variation de l'écart de conversion			393	393	2	395
Titres autodétenus		(1 831)		(1 831)		(1 831)
Variations de périmètre						-
Autres variations		(25)		(25)	(6)	(31)
Au 30 septembre 2008	1 750	77 374	(641)	78 483	210	78 693
Résultat au 30 septembre 2009		(121 652)		(121 660)	(3)	(121 663)
Variation de l'écart de conversion			(208)	(208)	6	(202)
Titres autodétenus		6		6		6
Variations de périmètre						-
Autres variations				(166)	166	-
Au 30 septembre 2009	1 750	(44 272)	(849)	(43 545)	379	(43 166)

E - NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

SOMMAIRE

Montants en milliers d'euros sauf indications contraires.

Note 1.	INFORMATIONS GENERALES	37
Note 2.	DECLARATION DE CONFORMITE	37
Note 3.	BASE DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS	39
Note 4.	PRINCIPES COMPTABLES.....	39
Note 5.	PRINCIPAUX FAITS CARACTERISTIQUES DE LA PERIODE	53
Note 6.	EVENEMENTS POSTERIEURS.....	55
Note 7.	GOODWILL	57
Note 8.	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	58
Note 9.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	59
Note 10.	DEPRECIATION D'ACTIFS.....	59
Note 11.	ACTIFS FINANCIERS	61
Note 12.	STOCKS	62
Note 13.	CLIENTS.....	63
Note 14.	AUTRES ACTIFS COURANTS	63
Note 15.	TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE.....	63
Note 16.	CAPITAL.....	64
Note 17.	RESULTAT PAR ACTION.....	64
Note 18.	DETTES FINANCIERES.....	64
Note 19.	PASSIFS FINANCIERS PAR CATEGORIE	66
Note 20.	GESTION DES RISQUES FINANCIERS.....	67
Note 21.	ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES ASSIMILES	68
Note 22.	AUTRES PROVISIONS	69
Note 23.	AUTRES PASSIFS COURANTS.....	70
Note 24.	PRODUITS DE L'ACTIVITE	71
Note 25.	CHARGES DE PERSONNEL	72
Note 26.	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS.....	72
Note 27.	AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION.....	72
Note 28.	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS.....	73
Note 29.	RESULTAT FINANCIER NET	73
Note 30.	IMPOTS SUR LES RESULTATS	74
Note 31.	INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES	76
Note 32.	ENGAGEMENTS AU TITRE DES CONTRATS DE LOCATION.....	77
Note 33.	ENGAGEMENTS ET PASSIFS EVENTUELS.....	77
Note 34.	INFORMATION SECTORIELLE.....	79
Note 35.	LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES AU 30 SEPTEMBRE 2009	82

Note 1. INFORMATIONS GENERALES

La société Rodriguez Group (« la Société ») est une société anonyme de droit français dont le siège social est situé en France, à Cannes. La Société est cotée à Paris sur le marché Eurolist d'Euronext, compartiment C (Code ISIN : FR0000062994).

L'exercice pour lequel les comptes sont présentés a commencé le 1^{er} octobre 2008 et s'est terminé le 30 septembre 2009.

La Société ainsi que ses filiales (« le Groupe ») exercent leur activité dans le domaine du yachting de luxe.

Le Groupe conçoit, assure la maîtrise d'œuvre et commercialise des bateaux d'exception. Il propose également une gamme complète de services tels que le brokerage (intermédiation), le charter (location), l'entretien et le management de bateaux.

Note 2. DECLARATION DE CONFORMITE

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Le Groupe applique toutes les normes et interprétations en vigueur à la date de clôture. Les normes ou amendements dont la date d'application effective est postérieure au 30 septembre 2009 n'ont pas donné lieu à une application anticipée.

Le site internet de la commission européenne sur lequel ce référentiel est disponible est le suivant : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les normes, amendements ou interprétations présentés ci-dessous ont été appliqués d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers :

N° de norme	Libellé	Impact potentiel sur les états financiers du Groupe
Amendement à IAS 39 et IFRS 7	Reclassement d'actifs financiers	Cet amendement ne concerne pas le Groupe
IFRIC 11	IFRS 2 - Actions propres et transactions intragroupe	Cet amendement ne concerne pas le Groupe

Le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation les normes et interprétations suivantes qui ont été publiées par l'IASB et adoptées par l'Union Européenne mais dont l'application n'est pas obligatoire dans les présents états financiers.

N° de norme	Libellé	Impact potentiel sur les états financiers du Groupe
IAS 1 révisée	Présentation des états financiers	
IAS 23 amendée	Coûts d'emprunt	
IAS 27 amendée	Etats financiers consolidés et individuels	
Amendement IAS 32 et IAS 1	Instruments financiers remboursables au gré du porteur et obligations à la suite d'une liquidation par anticipation	
Amendement IAS 39	Eléments éligibles à la couverture	
Amendement IFRS 2	Conditions d'acquisition et annulation	
Amendement IFRS 1 - IAS 27	Coût d'une participation dans une filiale, une entité contrôlée conjointement ou une entité associée	L'analyse de l'impact de ces normes, interprétations et amendements sur les comptes est en cours d'analyse
IFRS 3 révisée	Regroupements d'entreprises	
IFRS 8	Secteurs opérationnels	
IFRIC 12	Accords de concession de services	
IFRIC 13	Programmes de fidélisation de la clientèle	
IFRIC 14	IAS 19 - Plafonnement de l'actif	
IFRIC 15	Accords pour la construction d'un bien immobilier	
IFRIC 16	Couvertures d'un investissement net à l'étranger	
Améliorations annuelles (2006-2008)		

Les normes et interprétations suivantes ont été publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne :

N° de norme	Libellé	Impact potentiel sur les états financiers du Groupe
IAS 24 révisée	Parties liées	
Amendement IAS 32	Classement des émissions de droits	
Amendement IAS 39 et IFRIC 9	Dérivés incorporés	
Amendement IFRS 1	Exemptions additionnelles	
Amendement IFRS 2	Transactions intra-groupe	
Amendement IFRS 7 et IFRS 4	Informations sur les instruments financiers	
IFRS 9	Instruments financiers	
Amendement IFRIC 14	Paiements anticipés des exigences de financement minimal	L'analyse de l'impact de ces normes, interprétations et amendements sur les comptes est en cours d'analyse
IFRIC 17	Distributions d'actifs non monétaires aux propriétaires	
IFRIC 18	Transferts d'actifs provenant de clients	
IFRIC 19	Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres	
Améliorations annuelles (2007-2009)		

Note 3. BASE DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés comprennent les états de la société anonyme Rodriguez Group et des filiales qu'elle contrôle.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros, sauf indications contraires, les arrondis étant faits au millier d'euro supérieur lorsque le montant après la virgule est supérieur ou égal à 500 €.

La liste des sociétés consolidées est présentée en note 35.

Méthodes d'établissement et de présentation des comptes

Les comptes annuels du 30 septembre 2009 ainsi que les notes afférentes ont été arrêtés par le Directoire le 27 avril 2010.

Note 4. PRINCIPES COMPTABLES

4.1. Principes généraux d'évaluation

Les comptes annuels consolidés du Groupe sont établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur. En dépit des difficultés rencontrées par le groupe, la convention de continuité d'exploitation n'est pas remise en cause.

4.2. Recours à des estimations

L'établissement d'états financiers dans le référentiel IFRS conduit la Direction du Groupe à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Ces hypothèses ayant un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Les comptes et informations sujets à des estimations significatives concernent notamment les immobilisations corporelles et incorporelles, les stocks de bateaux d'occasion, les goodwill, les actifs financiers, les provisions pour risques et charges et les impôts différés actifs.

4.3. Principes de consolidation

Toutes les sociétés clôturent leur exercice social au 30 septembre.

Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par le Groupe intégrées globalement à partir de la date de prise de contrôle. Elles cessent de l'être lorsque le contrôle est transféré à l'extérieur du Groupe. Une filiale est contrôlée lorsque le Groupe détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, sa politique financière et opérationnelle afin d'obtenir des avantages des activités de celle-ci. En général, les entreprises contrôlées sont celles dans lesquelles la société Rodriguez Group détient directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote.

Les comptes consolidés incluent la totalité des actifs, passifs, produits et charges de la filiale. Les capitaux propres et le résultat sont partagés entre la part du Groupe et celle des actionnaires minoritaires.

Les états financiers sont consolidés à compter de la prise de contrôle jusqu'à la perte de celui-ci.

Participations dans les coentreprises

Les coentreprises sont des entités dont l'activité économique est sous contrôle conjoint, ce qui signifie que les décisions stratégiques, financières et opérationnelles correspondant à l'activité imposent un consentement unanime ou quasi unanime des parties partageant le contrôle.

Lorsqu'une entité exerce son activité directement dans le cadre d'un accord de coentreprise, la quote-part du Groupe dans les actifs et passifs, ainsi que dans les produits et charges de la coentreprise sont comptabilisés dans les états financiers de l'entité.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable en matière de politique opérationnelle et financière sans en détenir le contrôle. En général, il s'agit de sociétés dans lesquelles le Groupe détient au moins 20 % des droits de vote.

Les participations du Groupe dans des entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Opérations éliminées

Les soldes et transactions commerciales et financières, ainsi que les résultats provenant de transaction inter-sociétés sont éliminés dans le cadre de l'établissement des comptes consolidés.

4.4. Regroupement d'entreprises

Goodwill

Les différences positives entre le coût d'acquisition et la quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables à la date de prise de contrôle sont inscrits à l'actif en goodwill. Les éventuelles différences négatives sont enregistrées directement en résultat de la période.

Les goodwill ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an, et plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur. Les modalités du test visent à s'assurer que la valeur recouvrable de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle est affecté ou rattaché le goodwill est au moins égale à sa valeur nette comptable.

Une UGT est une composante distincte du Groupe qui est engagée dans la fourniture de produits ou services liés et qui est exposée à des risques et à une rentabilité différents de ceux des autres UGT.

Les activités du Groupe correspondent aux UGT suivantes :

- UGT Vente de bateaux (SNP Boat Service et filiales de commercialisation)
- UGT Réparation navale (Gérard Rodriguez, Customs Management)
- UGT Services (Camper & Nicholson)
- UGT Autres services dont Charter (SNP Boat Service, Le Yacht)
- UGT Tunisie (Le Yacht Tunisie et SNP Boat Service Tunisie)

Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires sont comptabilisés sur base de la juste valeur des actifs nets acquis.

Les acquisitions d'intérêts minoritaires correspondent à la différence entre le prix payé et la valeur comptable des actifs nets acquis.

4.5. Méthodes de conversion

Transactions en devises

Les transactions en devises sont converties en euros en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction.

De façon dérogatoire, et en application des dispositions de la loi sur la Sauvegarde, les dettes libellées en devises incluses dans le passif au 7 avril 2009 ont été converties en Euros au cours du jour.

États financiers en devises

Les actifs et passifs des sociétés du Groupe exprimés en devises, y compris le goodwill et les ajustements relatifs à la détermination de la juste valeur en consolidation, sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Par exception, les Goodwill exprimés dans la monnaie de l'entreprise acquéreuse des titres, antérieurement à l'adoption des normes IFRS, ont été maintenus dans cette monnaie. Les produits et les charges de ces sociétés sont convertis en euros au cours de change moyen de l'année. Les écarts de conversion qui en découlent sont comptabilisés directement dans les capitaux propres dans la rubrique « Ecart de conversion », jusqu'à la cession complète de la société.

A la clôture, toutes les filiales étrangères sont situées dans la zone euro, à l'exception des filiales américaine (SNP Boat Inc), suisse (SNP Boat Service Suisse), tunisiennes (Le Yacht Tunisie et SNP Boat Service Tunisie) et dubaïote (Rodriguez Group Middle East). Les comptes des sociétés du groupe Camper & Nicholsons Intl., tout en étant situés en zone Euro, sont établis en USD (monnaie de fonctionnement) et convertis en Euros pour les besoins de la consolidation.

4.6. Immobilisations incorporelles

Évaluation

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition sous déduction des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles.

Les dépenses de développement correspondent aux coûts engagés pour la conception de prototypes et de plans. Le groupe engage des dépenses pour un bateau lorsqu'il considère qu'un marché existe. Ces dépenses sont identifiées par ligne de produit. Les dépenses de développement sont internes (engagées par le bureau d'études) et externes (bureau d'études extérieur, honoraires d'architecte pour la conception des plans). Ces dépenses sont activables dès lors qu'elles répondent aux six critères exposés dans la norme IAS 38. Les coûts de développement sont évalués au coût direct de production, après neutralisation de la quote-part de frais généraux.

Amortissement

Ces actifs sont amortis à partir de la date de construction du bateau sur une durée d'utilité correspondant à la durée de vie de la ligne de bateaux à laquelle ils se rattachent. La durée actuelle est de 5 ans. Lorsqu'il n'y a plus de bateaux en carnet de commandes pour une ligne donnée, ou si, suite à un événement particulier, une ligne n'est finalement pas mise en production, les actifs correspondant font alors l'objet d'une dépréciation complémentaire non courante.

Les amortissements des autres immobilisations sont calculés selon le mode linéaire et sur les durées d'utilité indiquées ci-après :

- Droit au bail : 10 ans (durée du bail)
- Brevets et licences (acquis) : 5 ans
- Droits d'exploitation : 13 ans (durée des droits)

4.7. Immobilisations corporelles

Évaluation

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition diminué de l'amortissement cumulé et éventuellement des dépréciations déterminées selon IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Les coûts des emprunts servant à financer les actifs sur une longue période de mise en service ou de fabrication ne sont pas incorporés dans le coût d'entrée des immobilisations, et sont comptabilisés en charges de période.

Les principaux composants d'une immobilisation présentant une durée d'utilité inférieure à celle de l'immobilisation principale sont identifiés, afin d'être amortis sur leur durée d'utilité propre. Les frais d'entretien récurrents ou ne répondant pas aux critères de l'approche par composants sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Amortissements

Les amortissements des immobilisations sont calculés selon le mode linéaire et sur les durées d'utilité indiquées ci-après.

Les terrains ne sont pas amortis.

- | | |
|---|-------------|
| - Constructions : | 30 à 50 ans |
| - Installations, matériels techniques : | 2 à 10 ans |
| - Autres immobilisations : | 5 à 30 ans |

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont présentées en déduction de la valeur brute de l'investissement correspondant. Elles sont reprises au rythme de l'amortissement de ce dernier.

Contrats de location

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location - financement, transférant au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisées à l'actif du bilan à la juste valeur du bien loué ou pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location si celle-ci est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers.

Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux périodique constant sur le solde de l'emprunt figurant au passif. Les actifs objets d'un contrat de location - financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité conforme aux règles du Groupe et de la durée du contrat. Annuellement, ils sont testés pour dépréciation conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont des locations simples. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés dans les charges linéairement sur la durée du contrat.

4.8. Perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles

Les valeurs comptables des actifs sont revues afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur :

- pour les actifs incorporels à durée de vie indéterminée et les goodwill : à chaque clôture,
- pour tous les autres actifs : dès l'apparition d'indices de pertes de valeur.

La valeur comptable d'un actif est dépréciée lorsque sa valeur comptable devient inférieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs) nette des coûts de cession et de sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée à partir des valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou du groupe d'actifs). Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec les plans d'affaires prévisionnels établis par le management du Groupe.

Le taux d'actualisation retenu reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif ou au groupe d'actifs. Le taux est déterminé à partir du coût moyen pondéré du capital.

Ce taux d'actualisation est un taux après impôts appliqué à des flux de trésorerie après impôts. Son utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts à des flux de trésorerie non fiscalisés.

La perte de valeur éventuelle est comptabilisée directement en charges dans le résultat opérationnel.

Les difficultés rencontrées par le Groupe qui ont entraîné le recours à la procédure de Sauvegarde constituent au regard d'IAS 36, un indice de nature à entraîner la réalisation de tests de dépréciation sur les goodwill ainsi que sur les actifs corporels.

4.9. Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours sont enregistrés en stocks au coût de revient. A chaque clôture, ils sont enregistrés au plus bas du coût historique et de la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Bateaux

Ce poste inclut principalement des bateaux neufs et d'occasion. Les remises en état des bateaux d'occasion sont enregistrées en travaux en cours.

Une dépréciation est constituée au cas par cas quand la valeur nette de réalisation devient inférieure au coût.

- **Méthode de dépréciation des stocks de bateaux neufs :**

La valeur nette de réalisation est fondée sur les estimations du groupe et sur les transactions réalisées à la date de clôture.

- **Méthode de dépréciation des stocks de bateaux d'occasion :**

La valeur nette de réalisation est déterminée en se basant sur les prix de vente des transactions réalisées au cours de l'exercice pondérés en fonction de l'âge et de l'état du bateau. La grille de décote liée à l'âge du bateau est établie par un expert indépendant en fonction des dépréciations habituellement pratiquées dans la profession.

Stocks de marchandises

Le coût des stocks de matières premières, marchandises et autres approvisionnements est composé du prix d'achat hors taxes déduction faite des rabais, remises et ristournes obtenus. Ces stocks sont évalués selon la méthode premier entré/ premier sorti. Les marchandises font éventuellement l'objet de dépréciation afin de tenir compte des risques d'obsolescence.

4.10. Clients

Les créances clients sont des actifs financiers courants.

Les créances clients sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture, déduction faite des provisions pour dépréciations des montants non recouvrables. Une estimation du montant de créances douteuses est effectuée lorsqu'il n'est plus probable que la totalité de la créance pourra être recouvrée. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

4.11. Autres instruments financiers

Classification des instruments financiers actifs

Les actifs financiers sont classés, selon le cas, en :

- actifs financiers à la juste valeur par le résultat,
- prêts et créances,
- placements détenus jusqu'à leur échéance,
- ou en actifs financiers disponibles à la vente.

Le Groupe détermine la classification de ses actifs financiers lors de leur comptabilisation initiale et, lorsque cela est autorisé et approprié, revoit cette classification à chaque clôture annuelle.

Tous les investissements sont initialement comptabilisés à la juste valeur qui inclut les coûts d'acquisition liés à l'investissement.

A chaque clôture, les investissements classés dans les catégories « juste valeur par le résultat » ou « disponibles à la vente » sont évalués à la juste valeur.

- **Actifs financiers disponibles à la vente**

Cette catégorie correspond généralement à des titres de participation non consolidés.

Le Groupe ne détient aucun actif de cette nature à la clôture.

- **Actifs financiers à la juste valeur par le résultat**

Le Groupe n'inclut dans cette catégorie que les seuls actifs financiers considérés comme détenus à des fins de transaction acquis en vue d'être revendus à court terme. Les profits et les pertes sur ces actifs sont enregistrés en résultat. Il s'agit généralement des valeurs mobilières de placement.

- **Placements détenus jusqu'à leur échéance**

Cette catégorie correspond principalement à des prêts obligataires. Le Groupe ne détient aucun actif de cette nature à la clôture.

- **Prêts et créances**

A chaque arrêté, les prêts et créances sont évalués au coût amorti, diminué le cas échéant d'une dépréciation.

Cette catégorie correspond pour l'essentiel aux créances clients, aux autres créances contractuelles et à la trésorerie.

Classification des instruments financiers passifs

Les passifs financiers sont classés, selon le cas en passifs financiers au coût amorti ou en passifs financiers à la juste valeur par le résultat.

Dépréciation des actifs financiers

Des dépréciations sont constituées et comptabilisées au résultat lorsqu'il existe une indication objective de perte de valeur de ces actifs financiers. Un indicateur de dépréciation permettant de déterminer une indication objective de perte de valeur est la baisse significative ou prolongée de la juste valeur en dessous de son coût d'acquisition. La valeur comptable de l'actif est réduite via l'utilisation d'un compte de dépréciation. Toute reprise ultérieure de dépréciation est également enregistrée en résultat.

La valeur de marché est déterminée sur la base des prix de marché publiés à la date de clôture, ou à défaut par référence à la valeur actuelle d'un autre instrument quasiment identique ou calculée sur la base des flux de trésorerie attendus de l'investissement.

Instruments financiers dérivés

Aucun instrument financier dérivé n'était utilisé à la clôture.

4.12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme ayant une échéance de moins de trois mois à compter de la date d'acquisition. Les placements à court terme sont comptabilisés à la valeur de marché à chaque clôture.

4.13. Avantages au personnel

Types de régime de retraite

En vertu d'obligations légales ou d'usages, le Groupe participe à des régimes de retraite complémentaires ou autres avantages à long terme au profit des salariés. Le Groupe offre ces avantages à travers soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Dans le cadre de régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations. Les contributions versées aux régimes sont enregistrées en charges de période. Le cas échéant, les contributions restant à acquitter au titre de la période sont provisionnées. Les engagements décrits en note 21 concernent exclusivement des engagements liés à la rémunération des salariés. Il n'y a pas d'actifs détenus en couverture des engagements.

Nature des engagements

- Indemnités de départ

Les indemnités de départ dues par les entités françaises du groupe sont liées à la convention collective applicable dans le secteur et concernent les indemnités de départ à la retraite ou de fin de carrière versées en cas de départ volontaire ou de mise en retraite des salariés.

- Régimes complémentaires de retraite

Les engagements de retraite et assimilés résultant de régimes à prestations définies font l'objet d'une provision évaluée sur la base d'un calcul actuariel réalisé au moins une fois par an. Ces engagements ne concernent que les indemnités de départ en retraite. La méthode des unités de crédits projetées est appliquée : chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation envers les salariés.

Les calculs intègrent les spécificités des différents régimes ainsi que les hypothèses de date de départ à la retraite, d'évolution de carrière et d'augmentation des salaires, la probabilité du salarié d'être encore présent dans le Groupe à l'âge de la retraite (taux de rotation du personnel, tables de mortalité...). L'obligation est actualisée sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de

première catégorie. L'obligation est provisionnée déduction faite, le cas échéant, des actifs de régime évalués à leur juste valeur.

Des gains et des pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèse sur les engagements. Ils sont comptabilisés en résultat.

Les charges nettes de retraite et avantages assimilés sont comptabilisés dans le résultat opérationnel de la période, sauf pour la charge d'actualisation des droits enregistrée en résultat financier.

4.14. Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque, à la clôture de la période, le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques futurs sera nécessaire pour éteindre cette obligation.

Les provisions sont actualisées si l'effet du temps est significatif. La variation correspondante est alors comptabilisée en charges financières.

Dans le cadre d'une restructuration, une provision ne peut être constituée que si elle a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution à la clôture de la période.

Les litiges (prud'hommes, contrôles fiscaux, clients...) sont provisionnés dès lors qu'une obligation non contestée du Groupe envers un tiers existe à la clôture. La provision est évaluée en fonction de la meilleure estimation des dépenses prévisibles.

4.15. Dettes financières

Les emprunts produisant intérêts sont comptabilisés à la valeur nominale d'origine, diminuée des coûts de transaction associés. A chaque clôture, les passifs financiers sont ensuite évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts sont ventilés en :

- passifs courants pour la part devant être remboursée dans les douze mois après la clôture,
- passifs non courants pour les échéances dues à plus de douze mois.

Le crédit revolving mis en place en Mars 2005 avait une échéance initiale en Mars 2010. Le non-respect des covenants, au 30 septembre 2008, a conduit à reclasser la totalité de cette dette en passifs courants.

4.16. Fournisseurs et autres créiteurs

Les dettes commerciales et autres dettes sont comptabilisées au coût amorti. Ces dettes constituent des passifs financiers.

4.17. Impôts

Des impôts différés sont constatés, en utilisant la méthode bilantielle du report variable, pour les différences temporelles existant à la clôture entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable, ainsi que sur les déficits fiscaux.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfiques imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. Tous les impôts différés actifs ont été comptabilisés. Ils ont fait l'objet d'une dépréciation à hauteur des montants qui ne devraient pas être consommés dans un délai de cinq ans, selon le business plan révisé du groupe.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont calculés entité par entité. Ils sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et qu'ils se rapportent à une même entité fiscale (groupe d'intégration fiscale).

L'impôt différé et exigible est comptabilisé comme un produit ou une charge au compte de résultat sauf s'il se rapporte à une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement dans les capitaux propres.

Les impôts différés sont présentés sur des rubriques spécifiques du bilan incluses dans les actifs non courants et les passifs non courants.

4.18. Chiffre d'affaires

Ventes de bateaux neufs

En l'absence de règles spécifiques applicables à l'activité de conception, de maîtrise d'ouvrage et de commercialisation, Rodriguez Group a décidé d'appliquer les dispositions des normes IAS 11 (contrats de construction) et IAS 18 (produits des activités ordinaires) pour l'activité vente de bateaux neufs.

Le produit du contrat correspond au prix de vente du bateau indiqué dans le contrat de vente, ou à défaut dans la letter of agreement signée avec le client et confirmée par le versement d'un 1er acompte. En pratique, il n'y a pas de modifications substantielles qui nécessiteraient de revoir le produit du contrat.

Les revenus et la marge d'exploitation sont dégagés à l'avancement sur la base des coûts encourus pour les travaux de construction des bateaux.

Le pourcentage d'avancement est déterminé en rapprochant les coûts encourus et les coûts totaux estimés des contrats. Ces montants sont déterminés par les chantiers de construction des navires.

Le coût de production inclut :

- les coûts directement liés au contrat concerné ;
- les coûts attribuables à l'activité de contrats en général et qui peuvent être affectés au contrat ;
- et tous autres coûts qui peuvent être spécifiquement facturés au client selon les termes du contrat.

Les matériels affectés à une commande et non encore consommés sont comptabilisés en charges constatées d'avance.

Les coûts commerciaux sont comptabilisés directement en charges de période dès lors qu'ils ne sont pas directement affectables aux contrats.

Ventes de bateaux d'occasion

La vente est enregistrée à la date du transfert des risques et avantages liés à la propriété, qui est le plus souvent matérialisé par le procès verbal de réception/ Protocol of delivery and acceptance.

Prestations de services

Le chiffre d'affaires est reconnu de la manière suivante :

- Réparation : comptabilisation à la date de réalisation des travaux ;
- Commissions sur ventes : comptabilisation au rythme du paiement des acomptes par le client acheteur du bateau ;
- Commissions sur prestations charter : comptabilisation à la date de la prestation.

4.19. Détermination du résultat opérationnel courant

Le compte de résultat est présenté par nature de charges.

Le résultat opérationnel courant est obtenu par différence des charges et produits avant impôt autres que :

- les autres produits et charges opérationnels,
- les éléments de nature financière,
- les résultats des sociétés mises en équivalence,
- et le résultat des activités arrêtées ou en cours de cession.

La « Participation des salariés » est, le cas échéant, intégrée dans les charges de personnel.

Le résultat opérationnel est obtenu à partir du résultat opérationnel courant corrigé des autres produits et charges opérationnels qui présentent un caractère inhabituel ou rare dans leur survenue, incluant notamment :

- les dépréciations des goodwill et des immobilisations constatées,
- les charges de restructuration ou liées à des mesures d'adaptation des effectifs, de montants significatifs, concernant des événements ou des décisions d'envergure,
- les plus ou moins-values de cession d'actifs non courants,
- les charges et produits qui résulteraient d'un litige d'un montant significatif.

4.20. Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net consolidé du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

4.21. Information sectorielle

Un secteur est une composante distincte du Groupe, engagée dans la fourniture de produits ou services (secteur d'activité) ou dans la fourniture de produits ou de services au sein d'un environnement économique particulier (secteur géographique), et exposée à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs.

Les secteurs d'activité retenus par Rodriguez Group sont les suivants :

- vente de bateaux : bateaux neufs customs, semi customs et bateaux d'occasion ;
- prestations de services : réparation, commissions sur ventes, commissions sur charter et autres prestations connexes et marchandises associées ;
- autres : activité de holding.

Les secteurs géographiques retenus par Rodriguez Group ont été arrêtés à partir de l'adresse de facturation du client et constituent le secteur secondaire.

Les actifs sectoriels sont les actifs courants et non courants utilisés par un secteur. Les actifs non rattachables à un secteur apparaissent sur la ligne « Actifs non alloués ».

Les passifs sectoriels sont les passifs résultant des activités d'un secteur, qui sont directement attribuables à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés. Ils comprennent les passifs courants et non courants. Les passifs non rattachables à un secteur apparaissent sur la ligne « Passifs non alloués ». La note 34 présente, pour chaque secteur d'activité, des informations sur les produits et les résultats ainsi que certaines informations relatives aux actifs et aux passifs et aux investissements.

Note 5. PRINCIPAUX FAITS CARACTERISTIQUES DE LA PERIODE

5.1. Adaptation à une crise majeure

Durant l'exercice 2008/2009, le Groupe a constaté une poursuite de la dégradation des conditions de marché, avec un faible volume de transactions, aussi bien sur les bateaux neufs que sur les bateaux d'occasion et un niveau de prix qui continue d'être orienté à la baisse.

De plus, un nombre important de clients de bateaux neufs n'a pas pu faire face à leurs engagements et a demandé la résiliation de leur contrat. L'impact de ces annulations sur l'activité Bateaux Neufs est :

- une minoration du chiffre d'affaires de l'ordre de 72 M€,
- et une perte de marge brute de 18 M€.

Afin de respecter son objectif de génération de cash, le Groupe a accepté de réaliser des transactions à des prix très inférieurs aux années précédentes.

Ainsi des moins values sur quelques ventes de bateaux neufs en stock ont été réalisées, de manière exceptionnelle, générant une perte de marge de 14,5 M€ au cours de l'exercice. De ce fait, une dépréciation du stock de Bateaux Neufs a été constatée à hauteur de 2,3 M€ au 30 septembre 2009.

Malgré les importantes dépréciations de bateaux d'occasion constatées au 30 Septembre 2008, certaines transactions ont dû être réalisées en dessous du niveau de prix prévu à cette époque en raison de la poursuite de la dégradation du marché. Ces pertes supplémentaires d'un montant de près de 3 M€ au premier semestre 2008/2009 et 7M€ au second semestre 2008/2009 ont rendu nécessaire la dépréciation complémentaire du stock de Bateaux d'Occasion d'un montant de 16 M€ au 31 mars 2009 et de 11 M€ au 30 septembre 2009.

5.2. Mise en sauvegarde de Rodriguez Group

Pour pouvoir adapter l'entreprise à un retournement majeur du marché, le Groupe a décidé, le 7 avril 2009, de placer la société Rodriguez Group et certaines de ses filiales sous le régime de la Sauvegarde. Ce dispositif permet à une société de poursuivre son activité dans les meilleures conditions possibles tout en bénéficiant de la suspension de l'exigibilité de ses dettes qui font l'objet d'un plan d'apurement dans le temps. La Sauvegarde est réservée aux entreprises qui ont démontré ne pas être en cessation de paiement et permet au management de conserver la direction et la gestion de l'entreprise.

Les sociétés concernées par ce dispositif sont les suivantes :

- Rodriguez Group
- SNP Boat Service
- G. Rodriguez
- Le Yacht

La période d'observation, avait une durée de six mois renouvelable. A la demande de Rodriguez Group, cette période a été renouvelée jusqu'au 7 avril 2010.

5.3. Cotation de l'action

La cotation du titre Rodriguez Group a été suspendue le 8 avril 2009.

5.4. Protocole de cession W.Service

Suite aux discussions initiées en avril 2009 au sujet de la vente du chantier d'entretien W.Service, un protocole de cession des actions W.Service a été signé en juillet 2009 incluant plusieurs conditions suspensives. Dès que ces dernières ont été respectées, la cession a été effective en date du 26 août 2009 pour un montant de 850 K€.

Note 6. EVENEMENTS POSTERIEURS

6.1. Vers une stabilisation des conditions de marché

La prolongation de la crise a encore eu un effet sur certains contrats de bateaux neufs en cours dont la résiliation au premier semestre 2009/2010, a eu l'impact suivant :

- Des annulations de chiffre d'affaires pour environ 15 M€
- Un impact positif de plus de 5 M€ sur la marge du fait de la conservation des acomptes reçus.

Toutefois, le printemps 2010 permet de constater ce qui semble être un début de stabilisation des conditions de marché. Les protocoles d'accord signés avec certains clients et homologués par le Tribunal de Commerce de Cannes entre le 1er octobre 2009 et la date d'arrêté des comptes, sont des événements contribuant à régler des litiges existants à la date de clôture. De ce fait, ils ont fait l'objet d'une provision pour risques et charges détaillées en note 22.

Afin de respecter son objectif de génération de cash, le Groupe a continué de réaliser des transactions à des prix inférieurs aux années précédentes sur un marché qui semble être encore incertain.

Grâce aux nouvelles dépréciations constatées au 30 septembre 2009 sur les stocks de bateaux neufs et d'occasion, les pertes supplémentaires constatées au premier semestre 2009/2010 sont inférieures à 0,7 M€

6.2. Evolution de la collaboration avec les Chantiers

Le Groupe poursuit son contrat de commercialisation exclusive et sa longue relation de partenariat avec le groupe Overmarine, qui construit les bateaux Mangusta pour Rodriguez Group. Les constructions de nouvelles unités non vendues ont toutefois été mises en suspens.

Suite aux différends entre le groupe Arno et Rodriguez Group, les deux sociétés ont abouti, courant octobre, à une solution amiable pour poursuivre certaines constructions en cours et travailler dorénavant de manière non exclusive.

6.3. Fin de la procédure de sauvegarde

Le 7 avril 2010, le Tribunal de Commerce de Cannes a homologué les plans de sauvegarde présentés par Rodriguez Group et ses deux principales filiales clôturant ainsi la période de sauvegarde ouverte un an plus tôt.

Le 9 avril 2010, le plan de sauvegarde de la filiale Le Yacht a été homologué par le Tribunal.

L'homologation du plan de Sauvegarde consacre ainsi la restructuration du Groupe, et met un terme à la période de Sauvegarde.

6.4. Signature d'un plan de restructuration financière

Le 22 février 2010, un accord a été conclu avec l'ensemble des banques qui porte d'une part sur le crédit revolving conclu en 2005, à hauteur de 155,5 M€ en principal et intérêts échus et, d'autre part, sur des engagements par signature à hauteur de 38,1 M€.

L'accord permet au Groupe de bénéficier :

- d'un abandon de créance en principal de 54,3 M€, permettant de constater un profit exceptionnel de ce montant dès l'exercice 2009/2010 ;
- d'un abandon de l'intégralité des intérêts à échoir, sur les dix prochaines années.

Le remboursement du solde de dette bancaire, soit 139,3 M€, s'effectuera :

- à hauteur de 74,7 M€ en numéraire par des remboursements échelonnés de 2010 à 2020 d'un montant minimum annuel de 6,4 M€, et qui seront, le cas échéant, augmentés en fonction des ventes du stock de bateaux neufs et d'occasion.
- à hauteur de 64,6 M€ par conversion en obligations à émettre par SNP Boat Service, convertibles en actions Rodriguez Group ou remboursables en numéraire à compter de 2017 et jusqu'en 2020, lesquelles ne porteront pas intérêt.

La parité retenue en cas de conversion des obligations en actions valorise le Groupe Rodriguez à 250 M€ quelque soit la capitalisation boursière du Groupe aux dates de conversion.

L'émission des obligations sera proposée au vote des actionnaires avant l'été 2010.

Le passif fournisseur a, quant à lui, pu être réduit dans des proportions significatives grâce aux accords conclus avec les principaux fournisseurs de SNP Boat Service. Ce passif, tel qu'admis par SNP Boat Service, s'établit à 27,8 M€ et fera l'objet d'échéances de remboursements progressives fixes sur la période 2011-2020.

Afin de témoigner sa confiance dans l'avenir du Groupe et de faciliter la restructuration financière, le Groupe familial Rodriguez a contribué à hauteur de 9 M€ dont une partie sous forme d'apport en compte courant.

6.5. Cotation de l'action

La cotation du titre Rodriguez Group a repris le 8 avril 2010.

6.6. Plan de sauvegarde de l'emploi

Le Groupe a mis en œuvre une profonde restructuration permettant de diminuer ses charges fixes et d'améliorer ainsi sa trésorerie. Parmi les différentes mesures prises en ce sens, un plan social a ramené l'effectif des 4 sociétés bénéficiant du régime de sauvegarde de 116 salariés au jour de l'ouverture de la procédure à 75 salariés au début du mois d'avril 2010 soit une réduction de 35 %.

Note 7. GOODWILL

Liste des goodwill (en valeur nette comptable) :

Société ou groupes	Année d'acquisition	Monnaie	30/09/2009	30/09/2008
Camper & Nicholsons	2001	€	23 918	23 918
W Service	2005 et 2007	€	-	3 968
BSA	2002	USD	1 380	1 410
Le Yacht Tunisie	2004	€	20	20
Customs Management	2007	€	61	61
Valeur nette comptable			25 379	29 378

Le goodwill constaté à l'occasion de la prise de contrôle de la totalité des titres de la société Camper & Nicholsons International comprend entre autres éléments l'usage des marques et logos Camper & Nicholsons, notamment pour les activités de location de yachts et d'intermédiation sur ventes de yachts, pour une durée illimitée et à titre gratuit. Ces droits font partie intégrante du fonds de commerce du groupe Camper & Nicholsons. Cette acquisition ayant été réalisée avant le passage aux IFRS, le goodwill a été maintenu en Euro, et non dans la monnaie de la société acquise.

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Goodwill nets à l'ouverture	29 378	29 388
Acquisitions	-	-
Cessions	(3 968)	-
Variations de change	(31)	(10)
Dépréciations	-	-
Goodwill nets à la clôture	25 379	29 378

Le 1^{er} aout 2009, la société Rodriguez Group a cédé l'intégralité des titres de la société W. SERVICE SPA acquis en septembre 2005 et en juillet 2007. Les goodwill correspondant qui s'élevaient à 3 968 K€ ont été éliminés.

L'organisation du Groupe permet d'allouer les goodwill constatés lors des regroupements d'entreprises aux 5 unités génératrices de trésorerie concernées :

UGT	Valeur comptable par UGT	
	30/09/2009	30/09/2008
Vente de bateaux	61	61
Réparations navales	-	3 968
Prestations de services	25 298	25 328
Autres services	-	-
Tunisie	20	20
TOTAL	25 379	29 378

Note 8. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(En milliers d'euros)	Frais R&D	Fonds commercial	Marques et licences	Total
Valeur brute à l'ouverture	2 146	405	652	3 203
Reclassements				-
Ecart de conversion			(1)	(1)
Cessions/ sorties	(1 946)			(1 946)
Acquisitions			15	15
Autres			(25)	(25)
Valeur brute à la clôture	200	405	641	1 246
Amortissements cumulés à l'ouverture	2 039	325	282	2 646
Reclassements				-
Ecart de conversion			1	1
Cessions/ sorties	(1 946)			(1 946)
Dotations aux amortissements	40	34	100	174
Dotations aux dépréciations				-
Autres			(18)	(18)
Amortissements cumulés à la clôture	133	359	365	857
Valeur nette comptable à l'ouverture	107	80	370	557
Valeur nette comptable à la clôture	67	46	276	389

La cession des titres de W. Service SPA a donné lieu à une sortie d'actifs incorporels de 25 K€ et d'une reprise de 18 K€.

Note 9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(En milliers d'euros)	Constructions	Matériel et Outillage	Autres Immo. Corp.	Immo. Corp. en cours	Total
Valeur brute à l'ouverture	5 517	1 896	25 121	6 979	39 513
Ecart de conversion	(32)	(15)	(100)		(147)
Cessions/ sortie		(194)	(1 210)		(1 404)
Variations de périmètre	(3 329)	(286)	(95)		(3 710)
Acquisitions	5	47	906		958
Valeur brute à la clôture	2 161	1 448	24 622	6 979	35 210
Amortissements cumulés à l'ouverture	1 420	1 517	6 901	-	9 838
Ecart de conversion	(21)	(14)	(28)		(63)
Cessions/ sortie		(181)	(1 072)		(1 253)
Variations de périmètre	(335)	(254)	(84)		(673)
Dotation aux amortissements	217	85	2 231		2 533
Dotation aux dépréciations			4 259	2 340	6 599
Amortissements cumulés à la clôture	1 281	1 153	12 207	2 340	16 981
Valeur nette comptable à l'ouverture	4 097	379	18 220	6 979	29 675
Valeur nette comptable à la clôture	880	295	12 415	4 639	18 229

Dont actifs en location financement (véhicules de tourisme et matériel & outillage).

Montant brut au 30/09/2009 : 841 K€

Montant net au 30/09/2009 : 505 K€

Les autres immobilisations corporelles incluent des bateaux affectés à l'activité Charter (location) pour un montant brut de 22 229 K€.

La réalisation de tests de perte de valeur sur les bateaux dédiés à l'activité Charter a entraîné la constatation de dépréciations sur les 3 unités activées.

Note 10. DEPRECIATION D'ACTIFS

La méthodologie utilisée pour les tests de dépréciation est décrite en note 4.8 « Perte de valeur ».

Les valeurs recouvrables ont été calculées à partir de la seule valeur d'utilité. Les calculs sont basés sur le dernier business plan du Groupe.

Activité CNI

Le taux d'actualisation retenu pour CNI correspond à 8 % (8% également en 2007/2008). Les difficultés rencontrées par l'activité CNI ne remettent cependant pas en cause la valeur de ce groupe.

Précédemment, la valeur du droit d'usage de la marque faisait l'objet d'un test qui reposait sur l'utilisation de la méthode des redevances.

A compter de l'exercice 2008/2009, et pour tester toute l'activité CNI (et non plus seulement le goodwill correspondant), les prévisions de résultat ont donné lieu à la réalisation de flux de trésorerie actualisés. Cette méthode est désormais la seule méthode utilisée par le Groupe pour la détermination de la valeur d'utilité.

Activité Charter

Le Groupe a affecté 3 bateaux inscrits à l'actif à l'activité Charter. Ils ont fait l'objet d'une dépréciation sur la base des prévisions de rentabilité et d'un taux d'actualisation identique à celui de l'activité Vente de bateaux.

Hypothèses retenues

	30/09/2009		30/09/2008	
	CNI	Autres	CNI	Autres
Taux sans risque	3.60%	3.60%	4.50%	
Prime de risque	5.00%	5.00%	4.50%	
Taux d'actualisation après impôts	8.00%	11.00%	8.00%	
Durée des prévisions	5 ans	5 ans	10 ans	
Taux de croissance à l'infini	3%	3%	0%	
Taux d'impôt	33%	33%	33,33 % et 37%	

La catégorie « Autres » présente les hypothèses de détermination de la valeur d'utilité pour les activités « Vente de bateaux » et « Charter ». L'utilisation d'un taux différencié a pour objet de prendre en compte les difficultés ayant affecté de façon significative la société SNP Boat Service, la société CNI étant en dehors de la procédure de Sauvegarde.

Résultat des tests de dépréciation

(En milliers d'euros)	Actifs testés	Valeur recouvrable	Dépréciation
Chartering	20 514	13 915	6 599
Camper & Nicholsons	25 768	26 956	-
TOTAL	46 282	40 871	6 599

Note 11. ACTIFS FINANCIERS

Les tableaux ci-après présentent la valeur comptable des catégories d'instruments financiers :

Au 30 Septembre 2009

(En milliers d'euros)	Montant au bilan 30.09.2009	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs exclus du champ d'application d'IAS 39
Immobilisations corporelles	18 229					18 229
Immobilisations incorporelles	389					389
Goodwill	25 379					25 379
Autres actifs financiers	1 402		1 402			
Impôts différés actifs	19 006					19 006
ACTIFS NON COURANTS	64 405	-	1 402	-	-	63 003
Stocks	170 289					170 289
Créances clients	64 729		64 729			
Acomptes fournisseurs	16 291		16 291			
Autres créances	13 237		4 121			9 116
Actifs d'impôts exigibles	192					192
Autres actifs courants	2 235					2 235
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38 577		38 498		79	
ACTIFS COURANTS	305 550	-	123 639	-	79	181 832

Au 30 Septembre 2008

(En milliers d'euros)	Montant au bilan 30.09.2008	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs exclus du champ d'application d'IAS 39
Immobilisations corporelles	29 675					29 675
Immobilisations incorporelles	557					557
Goodwill	29 378					29 378
Autres actifs financiers	710		710			
Impôts différés actifs	15 271					15 271
ACTIFS NON COURANTS	75 591	-	710	-	-	74 881
Stocks	219 505					219 505
Créances clients	136 540		136 540			
Acomptes fournisseurs	4 288		4 288			
Autres créances	11 987		631			11 356
Actifs d'impôts exigibles	15 844					15 844
Autres actifs courants	6 855					6 855
Trésorerie et équivalents de trésorerie	39 781		39 334		446	
ACTIFS COURANTS	434 800	-	180 793	-	446	253 560

Les valeurs comptables des actifs financiers correspondent à leur juste valeur.

Note 12. STOCKS

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Bateaux neufs (brut)	122 470	139 075
Dépréciation	(2 315)	-
<i>Bateaux neufs (net)</i>	<i>120 155</i>	<i>139 075</i>
Bateaux d'occasion (brut)	85 394	119 227
Dépréciation	(48 413)	(45 168)
<i>Bateaux d'occasion (net)</i>	<i>36 981</i>	<i>74 059</i>
En cours	2 991	4 039
Stock de bateaux (net)	160 127	217 174
Marchandises (brut)	10 378	2 523
Dépréciation	(216)	(192)
Stock de marchandises (net)	10 162	2 331
Total stocks	170 289	219 505

Le stock de bateaux neufs correspond à des bateaux non vendus et à des bateaux en cours de construction.

Les dépréciations de stocks de bateaux neufs concernent soit les dernières unités de bateaux en stocks dont les lignes de production ont été arrêtées, soit certains bateaux en stock depuis plus de deux ans.

Les « en-cours » correspondent à des travaux engagés sur les bateaux d'occasion.

Le stock de marchandises contient des moteurs et des waterjets qui avaient été achetés pour la gamme Léopard. Ce stock fait partie intégrante du protocole d'accord signé par le groupe Arno en octobre 2009.

Comme décrit au paragraphe 4.9 Stock et en-cours, les stocks de bateaux neufs et d'occasion font l'objet d'une dépréciation au cas par cas quand la valeur nette de réalisation devient inférieure au coût.

La valeur nette de réalisation des bateaux neufs est fondée sur les estimations du groupe et sur les transactions réalisées à la date de clôture.

La valeur nette de réalisation des bateaux d'occasion est déterminée en se basant sur les prix de vente des transactions réalisées au cours de l'exercice pondérés en fonction de l'âge et de l'état du bateau.

Les impacts de la prolongation de la crise ont été décrits en note 6.1 Vers une stabilisation des conditions de marché. En effet, le printemps 2010 permet de constater ce qui semble être un début de stabilisation des conditions de marché. Afin de respecter son objectif de génération de cash, le Groupe a continué de réaliser des transactions à des prix inférieurs aux années précédentes sur un marché qui semble être encore incertain. Grâce aux nouvelles dépréciations constatées au 30 septembre 2009 sur les stocks de bateaux neufs et d'occasion, les pertes supplémentaires constatées au premier semestre 2009/2010 sont inférieures à 0,7 M€.

Note 13. CLIENTS

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Clients	74 028	142 543
Dépréciation	(9 299)	(6 003)
Total	64 729	136 540

Le montant des créances clients Bateaux Neufs en cours de construction s'élève à 47 989 milliers d'euros au 30 septembre 2009 contre 90 612 milliers d'euros au 30 septembre 2008. Ces créances résultent de l'avancement de la production déduction faite des acomptes reçus. Le système comptable en place ne permet pas de présenter les montants nets individualisés par dépassement d'échéance.

Note 14. AUTRES ACTIFS COURANTS

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Acomptes sur commandes fournisseurs	16 291	4 288
Créances sociales et fiscales	9 247	11 529
Autres créances	4 121	631
Débours	-	-
Provisions pour dépréciation des autres créances	(131)	(173)
Charges constatées d'avance	2 235	6 855
Total	31 763	23 130

Note 15. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

(En milliers d'euros)	30/09/2009	Variation	30/09/2008
Valeurs mobilières de placement	79	(367)	446
Disponibilités	38 498	(836)	39 334
Trésorerie et équivalents de trésorerie	38 577	(1 203)	39 780
Découverts et concours bancaires courants	(43 749)	(36 354)	(7 395)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets	(5 172)	(37 557)	32 385

Note 16. CAPITAL

Le capital est composé de 12 500 000 actions de 0,14 euro de nominal (soit 1 750 K€), entièrement libérées.

La société détient 115 562 actions propres.

Note 17. RESULTAT PAR ACTION

	30/09/2009	30/09/2008
Résultat net part du Groupe (<i>milliers d'euros</i>)	(121 660)	(47 571)
Nombre moyen pondéré d'actions (<i>milliers</i>)	12 384	12 443
Résultat en euros par action	(9.82)	(3.82)
Résultat net part du Groupe (<i>milliers d'euros</i>)	(121 660)	(47 571)
Nombre moyen pondéré d'actions (<i>milliers</i>)	12 384	12 443
Ajustements liés aux instruments dilutifs	-	-
Nombre moyen d'actions retenu pour la détermination du résultat dilué par action (<i>en milliers</i>)	12 384	12 443
Résultat dilué par action (en euros)	(9.82)	(3.82)

Note 18. DETTES FINANCIERES

L'endettement financier net du Groupe se présente comme suit :

(En milliers d'euros)	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	30/09/2009	30/09/2008
Crédit revolving				-	-
Autres crédits		9		9	2 558
Dettes financières location financement		284		284	156
Dettes financières non courantes	-	293	-	293	2 714
Crédit revolving	150 000			150 000	139 928
Emprunts auprès établissements de crédit	5 447			5 447	3 194
Dettes financières location financement	167			167	136
Concours bancaires courants	43 749			43 749	7 396
Dettes financières courantes	199 363	-	-	199 363	150 654
Dettes financières totales	199 363	293	-	199 656	153 368
Valeurs mobilières de placement				(79)	(446)
Disponibilités				(38 498)	(39 334)
Trésorerie				(38 577)	(39 780)
Endettement net				161 079	113 588

Dont passif à l'ouverture de la Sauvegarde : 194 763 K€

Les emprunts correspondent pour l'essentiel au crédit revolving d'un montant d'origine de 150.000 K€

Au 30 septembre 2009, l'intégralité du crédit revolving était utilisée.

Evolution de l'endettement

La hausse de l'endettement (46 288 K€) correspond pour l'essentiel à :

- une utilisation complémentaire du crédit revolving à hauteur de 10 000 K€ (hors intérêts courus),
- une progression significative des concours bancaires courants de 36 353 K€
- une augmentation des intérêts courus et autres dettes financières de 2 356 K€
- à la sortie de périmètre de W.Service et de sa dette financière de -2 500 K€

Analyse par nature de taux

La totalité des emprunts bancaires est à taux variable.

Les intérêts sont déterminés sur la base de l'Euribor 6 mois + marge variable en fonction d'un ratio dit de leverage. Suite à la signature d'un protocole avec les banques en février 2010, les intérêts n'ont été comptabilisés que jusqu'au 28 avril 2009. Le taux moyen constaté sur la période allant du 1^{er} octobre 2008 au 28 avril 2009 est de 6,99 % (contre un taux moyen de 5,13 % lors de l'exercice clos au 30/09/2008).

Une variation de 1 point du taux a une incidence de l'ordre 1 517 K€.

Le contrat de crédit revolving prévoit le respect de certains ratios, et notamment de :

- gearing : dettes financières nettes/ capitaux propres consolidés,
- leverage : dettes financières nettes consolidées/ excédent brut d'exploitation.

Depuis l'exercice 2007/2008, ces ratios ne sont pas respectés, ce qui a conduit à reclasser la dette revolving en dettes courantes.

La dette revolving a fait l'objet d'un waiver en date du 28 octobre 2008. Ce texte a donné lieu aux aménagements suivants sur le contrat d'origine :

- Levée de cas d'exigibilité,
- Aménagement de covenants.

Cet accord a été consenti sous un certain nombre de réserves :

- Nouvelle définition d'un covenant financier de leverage R2 (porté à 8.9x),
- Ajustement du taux applicable à l'échéance du 24 octobre 2009, portant celui-ci à 2,25 %, le taux devant ensuite être réajusté en fonction du niveau du ratio.

Les modifications apportées par le Waiver ont été analysées comme non significatives au plan comptable, ce qui a conduit à maintenir la dette à sa valeur d'origine, sans qu'il soit nécessaire de procéder à sa décomptabilisation.

Note 19. PASSIFS FINANCIERS PAR CATEGORIE

Les tableaux ci-après présentent la valeur comptable des catégories d'instruments financiers :

Au 30 septembre 2009

(En milliers d'euros)	Montant au bilan 30.09.2009	Passifs financiers au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	Dérivés de couverture de flux de trésorerie	Passifs exclus du champ d'application d'IAS 39
Dettes financières	293	293			
Engagements envers le personnel	638				638
Provisions	8 819				8 819
Passifs d'impôts différés	436				436
PASSIFS NON COURANTS	10 186	293	-	-	9 893
Dettes financières	199 363	199 363			
Acomptes reçus	33 687	33 687			
Dettes fournisseurs	155 806	155 806			
Dettes d'impôt exigible	1 612				1 612
Autres passifs courants	12 467	1 998			10 469
PASSIFS COURANTS	402 935	390 854	-	-	12 081

Le montant des acomptes clients de 33 687 K€ est net des compensations avec les créances clients Bateaux Neufs en cours de construction (Cf. Note 13 "Clients"). Ainsi le montant brut des acomptes reçus s'élève à 56 614 K€ dont 42 904 K€ à l'ouverture de la sauvegarde.

Au 30 septembre 2008

(En milliers d'euros)	Montant au bilan 30.09.2008	Passifs financiers au coût amorti	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	Dérivés de couverture de flux de trésorerie	Passifs exclus du champ d'application d'IAS 39
Dettes financières	2 714	2 714			
Engagements envers le personnel	615				615
Provisions	3 630				3 630
Passifs d'impôts différés	599				599
PASSIFS NON COURANTS	7 558	2 714	-	-	4 844
Dettes financières	150 654	150 654			
Acomptes reçus	53 478	53 478			
Dettes fournisseurs	204 087	204 087			
Dettes d'impôt exigible	5 593				5 593
Autres passifs courants	10 327	2 039			8 288
PASSIFS COURANTS	424 139	410 258	-	-	13 881

Les valeurs comptables des actifs financiers correspondent à leur juste valeur.

Passif de la Sauvegarde

La mise en place de la Procédure de Sauvegarde a conduit à « geler » à la date du 7 avril 2009, une partie significative des passifs financiers et non financiers, courants et non courants.

Les passifs concernés par cette procédure se décomposent de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	Montant gelé au bilan 30/09/2009	TRIBUNAL jugements du 07/04/2010 et du 09/04/2010		
		Protocolé ou hors plan	Admis	Contesté
Banques	194 763	74 662	65 719	
Provisions pour risques et charges	5 326	21 503	3 649	25 193
Clients	42 904			
Comptes courants	916	916		
Provisions pour risques et charges	805	10 515	30 058	15 667
Fournisseurs	44 972			
Provisions pour risques et charges	2 630		1 985	11 748
Dettes fiscales et sociales	2 409			
Total	294 725	107 597	101 411	52 608

Leur règlement sera effectué en fonction des Plans de Sauvegarde tels que validés par le Tribunal de Commerce.

Note 20. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La gestion des risques financiers repose sur des stratégies spécifiques en matière de risque de taux d'intérêt, de risque de change, de risque de liquidité et de risque de crédit.

Risque de change

Les ventes réalisées par le Groupe Camper & Nicholson sont réalisées pour l'essentiel en USD. Les charges peuvent être libellées en USD ou en Euro. Les transactions réalisées avec les autres sociétés du Groupe génèrent une position de change.

Pour les autres sociétés du Groupe, l'essentiel des flux d'achats et de ventes est réalisé en euros. Le risque de change sur les quelques opérations réalisées en USD est limité.

D'une manière générale, le Groupe considère qu'il n'y a pas lieu de couvrir systématiquement les risques de change sur les opérations réalisées dans une devise tierce (USD notamment). Une couverture peut cependant être réalisée au cas par cas.

Risque de taux

Le risque de taux d'intérêt résulte des financements à taux variable, rémunérés sur la base de l'Euribor. La Direction du Groupe considère qu'il n'est pas nécessaire de mettre en place une couverture destinée à limiter ou à neutraliser ce risque.

Risque de liquidité

Le Groupe a mis en place un crédit revolving d'un montant initial et maximal de 150 M€. A la clôture, le montant maximal était utilisé. Le risque de liquidité qui résultait de l'utilisation de toutes les lignes de crédit doit être apprécié aujourd'hui à la lumière de la restructuration financière mise en œuvre.

La société dispose d'un stock de bateaux disponibles à la vente d'une valeur nette de 85 M€ qui permet au Groupe d'attendre le retour à des conditions de marché plus favorables, induisant une reprise significative de la vente de nouvelles constructions et de nouveaux modèles.

Risque de crédit

Les ventes font, dans la plupart des cas, l'objet d'une clause de réserve de propriété. La remise des documents est, le plus fréquemment, conditionnée au paiement total de la créance. Le risque de crédit est, sur ce point, relativement réduit.

Pour l'ensemble des actifs financiers et des passifs financiers, le Groupe estime que la valeur comptable peut être considérée comme la valeur de marché la plus représentative.

Note 21. ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES ASSIMILES

Évolution de l'engagement de retraites

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Provision à l'ouverture	615	679
Coût des services rendus	70	63
Charge d'intérêt	29	23
Prestations payées	(76)	(150)
Provision à la clôture	638	615

La totalité des écarts actuariels est comptabilisée en résultat.

Hypothèses retenues

	30/09/2009	30/09/2008
Taux d'actualisation	5.24%	6.86%
Evolution des salaires	2.50%	2.50%
Table de mortalité	INSEE 2008	INSEE 2006
Age de départ	65 ans	65 ans
Taux de charges sociales	42%	42%
Modalités de départ	Volontaire	Volontaire

La convention collective appliquée est celle de la navigation de plaisance.

Note 22. AUTRES PROVISIONS**Évolution des autres provisions**

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Solde à l'ouverture	3 630	50
Dotations	10 090	3 630
Utilisations et reprises	(4 901)	(50)
Solde à la clôture	8 819	3 630

Analyse des autres provisions

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Contrôle fiscal / Risque fiscal	2 642	1 629
Litiges clients	5 326	1 780
Litiges fournisseurs et autres	851	221
Solde à la clôture	8 819	3 630

Dont passif à l'ouverture de la Sauvegarde : 8 761 K€.

- CONTROLE FISCAL**

La société SNP Boat Service a fait l'objet d'une vérification de comptabilité. L'inspectrice a adressé à la société en décembre 2008 une proposition de rectification concernant l'exercice clos en 2005, et en juin 2009 une proposition de rectification concernant les exercices clos en 2006 et 2007.

Sur la base des arguments qui avaient été présentés à l'administration fiscale en réponse, la société avait provisionné 4,5 M€ au 31 mars 2009 correspondant au risque maximal encouru par la société d'après les conseils de la société. Suite aux discussions en cours avec l'administration fiscale, qui devraient aboutir prochainement à un accord réduisant la charge comptable probable du Groupe à 2,5 M€, la provision a donc été réduite de 2 M€.

- **LITIGE M. G.**

Différentes procédures entre le Groupe et un client, M. G., ont été engagées concernant l'éventuelle résolution d'une vente d'un bateau Astondoa 72'. Au 30 septembre 2008, la demande d'arbitrage devant la Chambre de Commerce Internationale était toujours en cours, l'arbitre désigné n'ayant pas encore rendu sa sentence. A ce stade et compte tenu des divers éléments favorables du dossier (rapports d'expertise, décision du TGI de Grasse) les conseils de la société n'envisageaient pas que la demande de résolution puisse raisonnablement aboutir.

Néanmoins, la sentence arbitrale, rendue le 22 octobre 2008 et notifiée un mois plus tard, a prononcé la résolution de la vente et ordonné la restitution du prix du bateau. Sur cette base, une provision de 2,2 M€ a été comptabilisée par le Groupe.

Le Groupe a formulé en décembre 2008 un recours en annulation suspensif de toute exécution. La cour d'appel devrait statuer fin 2010.

- **AUTRES LITIGES CLIENTS**

Les protocoles d'accord signés avec certains clients et homologués par le Tribunal de Commerce de Cannes entre le 1^{er} octobre 2009 et la date d'arrêt des comptes sont des événements contribuant à régler des litiges existants à la date de clôture et ont donc fait l'objet d'une provision pour risques et charges à hauteur de 2,5 M€.

- **LITIGES FOURNISSEURS ET AUTRES**

Cette provision a pour objet de prendre en compte le risque évalué par la société et ses conseils sur les contestations apparues lors des déclarations faites auprès du Mandataire Judiciaire.

Note 23. AUTRES PASSIFS COURANTS

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Dettes fiscales et sociales	10 244	8 097
Produits constatés d'avance	225	191
Autres dettes	1 998	2 039
Total	12 467	10 327

Dont dettes fiscales et sociales à l'ouverture de la Sauvegarde : 2 409 K€

Note 24. PRODUITS DE L'ACTIVITE**Détail des produits**

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Ventes de bateaux neufs	45 809	214 693
Ventes de bateaux d'occasion	33 869	44 583
Prestations de services	26 316	43 863
Ventes de marchandises	2 938	3 367
Autres	634	1 141
Produits de l'activité	109 566	307 647

Les produits de l'activité de l'exercice 2008/2009 s'élèvent à 109,6 M€, en retrait de 64,4% par rapport à l'exercice précédent. Cette dégradation résulte du contexte général de crise économique, conséquence de la crise financière de septembre 2008 expliqué dans la note 5.2. L'impact des annulations sur l'activité Bateaux Neufs est une minoration du chiffre d'affaires de l'ordre de 72 M€.

Le montant des produits liés à l'avancement des contrats de construction de bateaux neufs constatés dans la période s'élève à 45.8 M€ au 30 septembre 2009 contre 214.7 M€ au 30 septembre 2008. Il correspond au prix de vente du bateau indiqué dans le contrat de vente, ou à défaut dans la letter of agreement signée avec le client et confirmée par le versement d'un 1er acompte. Le degré d'avancement des contrats en cours est déterminé sur la base du pourcentage d'avancement des bateaux en construction communiqué par les chantiers.

Détail des prestations de services

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Commissions sur ventes	7 941	20 810
Commissions sur locations	7 563	10 544
Autres Prestations	10 812	12 509
Total prestations de services	26 316	43 863

Note 25. CHARGES DE PERSONNEL

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Salaires	17 248	19 562
Charges sociales	5 618	5 850
Total	22 866	25 412

Aucun versement au titre de la participation des salariés n'a été effectué au 30 septembre 2009 contre 230 K€ au 30 septembre 2008.

Les effectifs moyens sont les suivants :

	30/09/2009	30/09/2008
Cadres	31	35
Non cadres	243	271
Total	274	306

La diminution des effectifs provient pour l'essentiel de la cession de W. Service.

Note 26. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Dotations aux amortissements :	2 709	1 997
- des actifs incorporels	174	174
- des actifs corporels	2 533	1 823
Dépréciations / (reprises) nettes sur actifs circulants	8 937	42 108
Dotations / (reprises) provisions pour risques et charges	5 188	3 580
Total	16 834	47 685

Note 27. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Pertes sur créances (nettes des reprises sur provision)	(27)	2 476
Autres charges et (produits) d'exploitation	58	682
Total	31	3 158

Note 28. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Plus ou moins valeurs de cessions d'immobilisations	(124)	(20)
Plus ou moins valeurs de cessions de titres de participation	(4 169)	-
Dépréciations :	(6 599)	(2 290)
- Des actifs incorporels	-	(1 946)
- Des actifs corporels	(6 599)	(344)
Autres (charges) et produits opérationnels	(5 082)	(114)
Total	(15 974)	(2 424)

Les moins valeurs de cession de titres de participation proviennent de la cession des titres de la société W. Service SPA.

Les dépréciations constatées sur les actifs corporels (6 599 K€) résultent de la baisse estimée de valeur des bateaux dédiés à l'activité charter. La forte augmentation des autres charges opérationnelles provient essentiellement des honoraires liés à la procédure de sauvegarde.

Note 29. RESULTAT FINANCIER NET

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Coût de l'endettement financier brut	(7 416)	(8 396)
Produits d'intérêts	196	731
Coût de l'endettement financier net	(7 220)	(7 665)
Autres produits et charges financiers	(2 932)	(126)
Différences de change	946	234
Résultat financier net	(9 206)	(7 557)

Suite à la signature d'un protocole avec les banque en février 2010, les intérêts sur le crédit revolving n'ont été comptabilisés que jusqu'à la date du 28 avril 2009.

Note 30. IMPOTS SUR LES RESULTATS

Le groupe a mis en place une intégration fiscale pour les sociétés suivantes :

- SA Rodriguez Group (Société tête de groupe)
- SA SNP Boat Service
- SAS G.Rodriguez

En 2008, la société mère a notifié son option au service des impôts d'être, à compter du 1^{er} octobre 2008, seule redevable de l'impôt sur les résultats de la SA Le Yacht en vue de la détermination du résultat d'ensemble du Groupe.

Par convention, les sociétés intégrées fiscalement calculent leur charge d'impôt comme si elles étaient indépendantes. Les économies d'impôts réalisées par les sociétés intégrées fiscalement liées aux déficits sont conservées par la société - mère et sont considérées comme une simple économie de trésorerie du fait qu'elles bénéficieront aux sociétés intégrées déficitaires le jour où elles redeviendront bénéficiaires.

Créance d'impôt exigible

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Carryback	-	14 352
Autres	192	1 492
Créance d'impôt exigible	192	15 844

Rapprochement entre la charge théorique et la charge réelle d'impôt

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Résultat avant impôts et intérêts minoritaires	(128 848)	(71 475)
Taux d'IS (taux théorique de la société mère)	33.33%	33.33%
Impôt sur les résultats (Produit)	(42 949)	(23 825)
Charges non fiscalement déductibles et produits exonérés	4 174	233
Provision pour dépréciation de l'actif d'impôts différés	31 011	-
Différence de taux d'impôts et autres variations	579	(151)
Charges (Produits) d'impôts sur les sociétés	(7 185)	(23 743)
Carryback	-	(14 352)
Produit d'impôt lié à l'intégration fiscale		(81)
Dette d'impôts exigible	(2 870)	3 631
Total impôt exigible	(2 870)	(10 802)
Total impôt différé	(4 315)	(12 941)
Charges (Produits) d'impôts sur les sociétés	(7 185)	(23 743)

Variation des impôts différés actifs

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Solde à l'ouverture	15 271	709
(Charge) produit	37 143	12 524
Consommation d'actifs d'impôts différés liés aux reports fiscaux déficitaires	(23)	(5)
Effet des variations de taux	-	(4)
Reclassements	(2 374)	2 047
Solde brut à la clôture	50 017	15 271
Dépréciation	(31 011)	-
Solde net à la clôture	19 006	15 271

Pour les sociétés françaises de l'intégration fiscale, le montant d'impôt différé actif qui serait consommé dans un délai de 5 ans en fonction d'un business plan établi en partenariat avec un Cabinet Conseil et en intégrant les éléments du protocole bancaire s'élèverait à 19,1 M€. Une provision de 31 M€ a donc été constatée.

Variation des impôts différés passifs

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
Solde à l'ouverture	599	873
Charge (produit)	(161)	(425)
Effet des variations de taux	-	-
Reclassements	(2)	151
Solde à la clôture	436	599

Analyse des impôts différés actifs et passifs

(En milliers d'euros)	30/09/2008	Incidence Résultat	Variation de Change	30/09/2009
Impôts Différés Actif	15 271	3 802	(67)	19 006
Impôts Différés Passif	599	(161)	(2)	436
Solde Net d'Impôt Différé	14 672	3 963	(65)	18 570
ID / Différences Temporaires	486	(605)	-	(119)
ID / Retrait.fiscaux et d'harmonisation	(1 222)	(318)	-	(1 540)
ID / Elimination des dép. et prov. internes	(214)	(40)	2	(252)
ID / Elimination des résultats internes	261	53	-	314
Activation de reports déficitaires	15 362	4 872	(67)	20 167

Actifs et passifs d'impôts différés

Au 30/09/09	Actifs	Passifs	Net
Immobilisations incorporelles	(17)	(2)	(19)
Immobilisations corporelles	(30)	139	109
Stocks	47	45	92
Autres actifs	(1 205)	(465)	(1 670)
Commission crédit revolving		(24)	(24)
Provisions pour engagements de retraites	37	136	173
Provisions sociales	7	(127)	(120)
Autres provisions		(138)	(138)
Reports fiscaux déficitaires	20 167		20 167
Actifs (Passifs) d'impôts différés nets	19 006	(436)	18 570

Au 30/09/08	Actifs	Passifs	Net
Immobilisations incorporelles	(2)	(29)	(31)
Immobilisations corporelles	26		26
Stocks	84		84
Autres actifs	(159)	(728)	(887)
Commission crédit revolving	(76)		(76)
Provisions pour engagements de retraites	144		144
Provisions sociales	88		88
Autres provisions	(38)		(38)
Reports fiscaux déficitaires	15 204	158	15 362
Actifs (Passifs) d'impôts différés nets	15 271	(599)	14 672

Note 31. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES

Rémunération des dirigeants

(En milliers d'euros)	30/09/2009	30/09/2008
- Avantages à court terme	1 148	1 803
- Avantages postérieurs à l'emploi	-	-
- Autres avantages à long terme,	-	-
- Indemnités de fin de contrat de travail	24	14
- Paiements en actions	-	-

Les sommes perçues par les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance s'élèvent à 1 148 milliers d'euros pour l'exercice 2008/2009 contre 1 803 milliers d'euros pour l'exercice précédent. Les engagements en matière de pensions et indemnités assimilées dont bénéficient ces membres passent à 24 milliers d'euros.

Transactions avec des parties liées

Certains locaux utilisés par le Groupe sont loués à des SCI contrôlées par des personnes également actionnaires de Rodriguez Group. Les conditions de location et d'achats de marchandises sont celles du marché.

Parties liées	Sociétés du Groupe concernées	Nature de la transaction	Facturation de l'exercice 2008/2009	Solde au 30/09/2009
SCP NCGJ	SAS G.RODRIGUEZ	Loyer	281	264
SCP GAL	SNP BOAT SERVICE	Loyer	13	4
SCI AL INVEST	SNP BOAT SERVICE	Loyer	300	3
SCI SAINTE DEVOTE	SNP BOAT SERVICE	Loyer	169	16
SCP LAURA	SNP BOAT SERVICE	Loyer	64	3
SCP GAL	LE YACHT	Loyer	98	6
SA SERDANELLI	SNP BOAT SERVICE	Vente de biens et services	265	1

Les loyers sont facturés mensuellement ou trimestriellement, d'avance.

Note 32. ENGAGEMENTS AU TITRE DES CONTRATS DE LOCATION

Les engagements au titre des contrats de location s'élèvent à 506 K€ au 30 septembre 2009 contre 326 K€ au 30 septembre 2008.

Note 33. ENGAGEMENTS ET PASSIFS EVENTUELS

Engagements donnés

- Engagements résiduels d'achats fermes sans engagements de ventes fermes : 1 290 K€
- Engagements de reprises de bateaux d'occasion sur engagements de ventes de bateaux neufs à moins d'un an : 964 K€
- Les garanties données relatives au crédit revolving d'un montant maximum en principal de 150 000 K€ utilisé à hauteur de 150 000 K€ au 30 septembre 2009 sont :
 - Caution Solidaire de Rodriguez Group SA
 - Nantissement de compte d'instruments financiers : constituant du gage Rodriguez Group SA :
 - . 3 490 actions SNP Boat Service SA
 - . 2 400 actions G.Rodriguez SAS
 - . 999 actions Camper & Nicholson International

Le crédit revolving est réparti comme suit :

- | | |
|-----------------------------|-----------|
| • CIC Lyonnaise de banque : | 42 500 K€ |
| • BNP Paribas : | 42 500 K€ |
| • Crédit Lyonnais : | 27 500 K€ |
| • Banca di Roma : | 12 500 K€ |
| • Crédit Agricole : | 12 500 K€ |
| • Banco Bilbao Vizcaya : | 12 500 K€ |
- Caution personnelle et solidaire donnée le 6 juillet 2004 par SA Rodriguez Group au profit de BNP PARIBAS – 06400 CANNES en garantie des cautions reçues par SNP Boat Service – CANNES pour restitution des acomptes clients à hauteur de 10 000 K€.
 - Caution personnelle solidaire donnée le 4 février 2003 par le Groupe au profit de BNP PARIBAS – 06400 CANNES en garantie des cautions reçues par SNP Boat Service – CANNES pour restitution des acomptes clients à hauteur de 15 000 K€.

Engagements reçus

- De CIC Lyonnaise de Banque, 06400 CANNES au profit de :
 - Service des douanes (caution) : 500 K€
- De U.B.S. – Genève – Suisse (Camper & Nicholsons) au titre de garanties reçues de clients :
 - 400 K USD
 - 26 K CHF
 - 168 K EUR

Litiges

- CAMPER & NICHOLSONS

La procédure fiscale engagée à l'égard des sociétés Camper & Nicholsons International et Camper & Nicholsons France suit son cours. Les sociétés qui contestent toujours fermement les redressements notifiés ont exercé des recours hiérarchiques et sont actuellement en cours de discussion avec l'Administration Fiscale.

Si ces négociations ne peuvent aboutir à un montant peu significatif pour les sociétés, elles contesteront par voie contentieuse la quasi totalité des redressements notifiés.

Le Groupe considère qu'il est trop tôt pour évaluer l'éventuel effet financier des procédures fiscales en cours de discussion.

Note 34. INFORMATION SECTORIELLE**Au 30 septembre 2009**

Compte de résultat	Ventes de bateaux	Services	Autres et éliminations	Total
Chiffre d'affaires	79 678	43 541		123 219
Ventes inter activités		(13 653)		(13 653)
Produits de l'activité	79 678	29 888	-	109 566
Achats consommés	(135 714)	(5 967)		(141 681)
Autres achats	(17 424)	(12 391)	(881)	(30 696)
Charges de personnel	(8 524)	(11 625)	(2 717)	(22 866)
Impôts et taxes	(534)	(551)	(41)	(1 126)
Amortissements et dépréciations	(14 343)	(2 253)	(238)	(16 834)
Autres produits et charges d'exploitation	345	(414)	38	(31)
Résultat opérationnel courant	(96 516)	(3 313)	(3 839)	(103 668)
Autres produits et charges opérationnels	(3 165)	(11 460)	(1 349)	(15 974)
Résultat opérationnel	(99 681)	(14 773)	(5 188)	(119 642)

Bilan	Ventes de bateaux	Services	Autres et éliminations	Total
Goodwill	61	25 318		25 379
Immobilisations incorporelles	263	126		389
Immobilisations corporelles	1 160	16 954	115	18 229
Immobilisations financières	1 267	135		1 402
Impôts différés actifs	18 586	420		19 006
Total des actifs non courants	21 337	42 953	115	64 405

Stocks	168 979	1 310		170 289
Clients	62 303	2 426		64 729
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18 229	20 348		38 577
Actifs courants non alloués				31 955
Total des actifs courants	249 511	24 084	-	305 550

Dettes financières non courantes	58	235		293
Autres provisions non courantes	8 647	172		8 819
Passifs non courants non alloués				1 074
Total des passifs non courants	8 705	407	-	10 186

Dettes financières courantes	196 252	3 111		199 363
Acomptes reçus	21 571	12 116		33 687
Fournisseurs	151 936	3 870		155 806
Passifs courants non alloués				14 079
Total des passifs courants	196 252	3 111	-	402 935

Autres informations				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	154	820	-	974
Effectifs moyens (ETP)	118	148	8	274

Au 30 septembre 2008

Compte de résultat	Ventes de bateaux	Services	Autres et éliminations	Total
Chiffre d'affaires	259 276	80 019		339 295
Ventes inter activités		(31 648)		(31 648)
Produits de l'activité	259 276	48 371		307 647
Achats consommés	(233 566)	(4 331)		(237 897)
Autres achats	(26 038)	(24 800)	(2 267)	(53 105)
Charges de personnel	(9 489)	(13 287)	(2 636)	(25 412)
Impôts et taxes	(1 321)	(532)	(30)	(1 883)
Amortissements et dépréciations	(46 429)	(1 216)	(40)	(47 685)
Autres produits et charges d'exploitation	(2 571)	(585)	(4)	(3 160)
Résultat opérationnel courant	(60 138)	3 620	(4 977)	(61 495)
Autres produits et charges opérationnels	(2 503)	30	49	(2 424)
Résultat opérationnel	(62 641)	3 650	(4 928)	(63 919)

Bilan	Ventes de bateaux	Services	Autres et éliminations	Total
Goodwill	61	29 317		29 378
Immobilisations incorporelles	426	131		557
Immobilisations corporelles	2 070	27 490	115	29 675
Immobilisations financières	565	145		710
Impôts différés actifs	14 714	557		15 271
Total des actifs non courants	17 836	57 640	115	75 591
Stocks	217 315	2 190		219 505
Clients	133 701	2 839		136 540
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 971	23 810		39 781
Actifs courants non alloués				38 974
Total des actifs courants	366 987	28 839	-	434 800
Dettes financières non courantes	139	2 575		2 714
Autres provisions non courantes	3 378	252		3 630
Passifs non courants non alloués				1 214
Total des passifs non courants	3 517	2 827	-	7 558
Dettes financières courantes	146 461	4 193		150 654
Acomptes reçus	38 365	15 113		53 478
Fournisseurs	200 272	3 815		204 087
Passifs courants non alloués				15 920
Total des passifs courants	146 461	4 193	-	424 139

Autres informations				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	271	23 376	-	23 647
Effectifs moyens (ETP)	132	168	6	306

Les acquisitions d'immobilisations corporelles concernent pour l'essentiel les bateaux qui ont été affectés à l'activité charter (22 229 K€).

Chiffre d'affaires par zones géographiques

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des ventes facturées au 30 septembre 2009.

Chiffre d'affaires	30/09/2009	30/09/2008
France	12%	11%
Reste de l'Europe	45%	58%
Amériques	29%	20%
Autres	14%	11%
Total	100%	100%

Actifs sectoriels par zones géographiques

Au 30 septembre 2009

Actifs sectoriels	Incorporels	Corporels	Financiers	Total
France	7 210	16 246	1 078	24 534
Reste de l'Europe	17 156	898	148	18 202
Amériques	1 379	559		1 938
Autres	23	526	176	725
Total	25 768	18 229	1 402	45 399

Au 30 septembre 2008

Actifs sectoriels	Incorporels	Corporels	Financiers	Total
France	7 339	24 285	289	31 913
Reste de l'Europe	21 166	4 105	157	25 428
Amériques	1 410	693		2 103
Autres	20	592	264	876
Total	29 935	29 675	710	60 320

Investissements par zones géographiques

Investissements	30/09/2009	30/09/2008
France	565	23 053
Reste de l'Europe	204	372
Amériques	132	142
Autres	72	79
Total	973	23 646

Note 35. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES AU 30 SEPTEMBRE 2009

Sociétés	Méthode de consolidation	Pourcentage de droits de vote	Pourcentage d'intérêts
SA RODRIGUEZ GROUP Port Canto 06400 CANNES N° SIRET : 697 220 879 000 12	Société mère	/	/
SA SNP BOAT SERVICE Port Canto 06400 CANNES N° SIRET : 300 774 791 000 10	Intégration globale	99.71	99.71
SAS GERARD RODRIGUEZ Port Camille Rayon 06220 GOLFE JUAN N° SIRET : 350 178 794 000 11	Intégration globale	100.00	100.00
SNP BOAT INCORPORATION 100 SE, 2nd Street 17th floor 33131 MIAMI ETATS-UNIS	Intégration globale	100.00	99.71
SA LE YACHT Port Camille Rayon 06220 GOLFE JUAN N° SIRET : 658 062 590 000 35	Intégration globale	99.32	99.32
SNP BOAT SERVICE ESPANA S.L. 26-1 Avenue Alejandro Rossello 70002 PALMA DE MAJORQUE Espagne	Intégration globale	100.00	99.71
SA SNP BOAT SERVICE TUNISIE 6 Rue Ibn Hazm – Cité Jardins 1002 TUNIS Tunisie	Intégration globale	99.75	99.46
SARL LE YACHT TUNISIE 6 Rue Ibn Hazm – Cité Jardins 1002 TUNIS Tunisie	Intégration globale	50.00	49.73
SA SNP BOAT SERVICE SUISSE 9 Rue du Commerce GENEVE Suisse	Intégration globale	100.00	99.71
CUSTOMS MANAGEMENT SPA Portosole – Via del Castillo, 17 18038 San Remo Italie	Intégration globale	83.50	83.26
SA CAMPER & NICHOLSONS INTERNATIONAL 16 Allée Marconi L 2120 – LUXEMBOURG	Intégration globale	99.90	99.90
SNP BOAT SERVICE ITALIA SPA Piazza Corvetto 2/5 16100 Genova Italie	Intégration globale	100.00	99.71
RODRIGUEZ GROUP MIDDLE EAST LLC Jumeira Beach Road Area : Jumeira 2, Villa 302 Dubai - UAE	Intégration proportionnelle	55.00	54.84

Les statuts de Rodriguez Group Middle East prévoient que les décisions d'assemblée générale doivent être prises à l'unanimité des voix des actionnaires représentant la totalité du capital. Cette société est donc consolidée proportionnellement.

**IV - RAPPORT DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES SUR LES COMPTES
CONSOLIDES AU 30 SEPTEMBRE 2009**

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Rodriguez Group, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes de votre annexe :

- Le Tribunal de Commerce de Cannes en date du 7 avril 2009 a ouvert une procédure de sauvegarde tant à votre société qu'à ses filiales la S.A. SNP Boat Service, la S.A Le Yacht et la S.A.S. Gérard Rodriguez et a accordé les 7 et 9 avril 2010, à votre société et ses filiales, un plan de sauvegarde. Une prorogation de date de la tenue de votre assemblée générale d'approbation des comptes annuels a été fixée au plus tard le 31 juillet 2010 par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce de Cannes.

- Un plan de restructuration financière a été mis en place (cf. détails en Note 6. "Evènements postérieurs" de l'annexe).
- Votre groupe, durant l'exercice 2008/2009 et au cours des premiers mois de l'exercice en cours, a constaté une poursuite de la volatilité du marché du nautisme avec un faible volume de transactions sur les bateaux neufs et d'occasion. Dans un objectif de génération de trésorerie, vous avez accepté de réaliser des transactions à des prix très inférieurs aux années précédentes et vous avez constaté des provisions complémentaires sur le stock de bateaux. Les conséquences vous sont détaillées dans les Notes 5 « Principaux faits caractéristiques de la période » et 6 « Evènements postérieurs » de l'annexe ainsi que dans le rapport de gestion.

- Ainsi qu'indiqué dans la note 12. « Stocks » de l'annexe, le marché reste incertain. Comme décrit au paragraphe 4.9 *Stock et en-cours*, les stocks de bateaux neufs et d'occasion font l'objet d'une dépréciation au cas par cas quand la valeur nette de réalisation devient inférieure au coût. La valeur nette de réalisation des bateaux neufs est fondée sur les estimations du groupe et sur les transactions réalisées à la date de clôture. La valeur nette de réalisation des bateaux d'occasion est déterminée en se basant sur les prix de vente des transactions réalisées au cours de l'exercice pondérés en fonction de l'âge et de l'état du bateau.

Compte tenu des dépréciations constatées dans les comptes au 30 septembre 2009, les pertes complémentaires constatées depuis la clôture restent faibles (0,7 M€ sur le 1^{er} semestre) et l'incertitude résultant de ce marché incertain sur la valeur des stocks paraît actuellement limitée.

2. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants, en sus de l'observation formulée au premier paragraphe de ce rapport :

- Ainsi que décrit dans la Note 4.8 de l'annexe, compte tenu des difficultés rencontrées par le groupe, celui-ci a conduit, conformément aux principes édictés par la norme IAS 36, des tests de dépréciations, dont les modalités et les résultats sont présentés en Note 10 :
 - Sur la valeur des bateaux immobilisés destinés à l'activité de charter.
 - Sur les actifs du sous-groupe Camper & Nicholson.

Nous avons revu, afin de nous assurer de leur caractère raisonnable, les hypothèses d'exploitation prévisionnelles ainsi que les modalités de calcul financier appliquées à ces tests.

- Les modalités d'activation et de la dépréciation des impôts différés, vous sont présentées en note 30 de l'annexe. Pour les apprécier, nous avons revu les prévisionnels d'activité et de résultats qui ont été présentés au Tribunal de Commerce de Cannes et sur lesquels celui-ci s'est fondé pour permettre aux sociétés du groupe de sortir de la procédure de sauvegarde.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

A l'exception des faits exposés dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Nice et Le Cannet,

Le 15 juin 2010

Les Commissaires aux Comptes,

Exco Côte d'Azur Audit
Jean Marcel GIULIANI

Moore Stephens Casagrande
Patrick AUMERAS

**V - COMPTES ANNUELS DE LA SOCIETE-MERE
AU 30 SEPTEMBRE 2009**

A – BILAN AU 30 SEPTEMBRE 2009

BILAN ACTIF

Rubriques (en K€)	Montant Brut	Amortissements	30/09/2009	30/09/2008
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 178	201	6 977	6 983
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	208	201	6	12
Autres	6 970	-	6 970	6 970
Immobilisations incorporelles en cours				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	21 243	3 403	17 840	24 711
Autres participations	18 860	1 351	17 509	23 798
Autres immobilisations financières	2 383	2 052	330	913
ACTIF IMMOBILISE	28 421	3 605	24 816	31 694
Avances et acomptes versés sur commandes	4	-	4	8
CREANCES	55 241	45 117	10 124	64 037
Autres	55 241	45 117	10 124	64 037
TRESORERIE	1 316	-	1 316	3 204
Actions propres	5	-	5	11
Disponibilités	1 311	-	1 311	3 193
COMPTES DE REGULARISATION	105	-	105	126
Charges constatées d'avance	105	-	105	126
ACTIF CIRCULANT	56 666	45 117	11 549	67 375
TOTAL GENERAL	85 087	48 722	36 365	99 069

BILAN PASSIF

Rubriques (en K€)	30/09/2009	30/09/2008
Capital	1 750	1 750
Réserve légale	175	175
Autres réserves	64 583	64 583
Report à nouveau	(388)	11
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	(51 752)	(399)
CAPITAUX PROPRES	14 367	66 120
Provision pour risques et charges	200	-
PROVISIONS	200	
DETTES FINANCIERES	73	3 070
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	73	3 070
DETTES D'EXPLOITATION	707	205
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	650	205
Dettes fiscales et sociales	57	0
DETTES DIVERSES	21 017	28 571
Autres dettes	21 017	28 571
DETTES	21 798	31 847
COMPTES DE REGULARISATIONS	-	1 103
Ecarts de conversion passif	-	1 103
TOTAL GENERAL	36 365	99 069

B – COMPTE DE RESULTAT AU 30 SEPTEMBRE 2009**COMPTE DE RESULTAT**

Rubriques	(en K€)	30/09/2009	30/09/2008
Chiffre d'affaires		-	-
Autres produits		38	-
PRODUITS D'EXPLOITATION		38	-
Autres achats et charges externes		990	1 355
Impôts, taxes et versements assimilés		4	4
Dotations d'exploitation			
Sur immobilisations : dotations aux amortissements		6	70
Dotations aux provisions		200	-
Autres charges		-	3
CHARGES D'EXPLOITATION		1 200	1 432
RESULTAT D'EXPLOITATION		(1 163)	(1 432)
Produits financiers de participations		38	-
Autres intérêts et produits assimilés		1 621	2 848
Reprises sur dépréciations et provisions et transferts de charges		-	45
Différences positives de change		680	46
PRODUITS FINANCIERS		2 339	2 939
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		1 934	1 469
Intérêts et charges assimilées		231	462
Différences négatives de change		0	0
CHARGES FINANCIERES		2 165	1 931
RESULTAT FINANCIER		174	1 008
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		(989)	(424)
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		-	-
Produits exceptionnels sur opérations en capital		860	49
PRODUITS EXCEPTIONNELS		860	49
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		1 279	-
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		5 227	105
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		45 117	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES		51 623	105
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(50 764)	(56)
Impôts sur les bénéfices		-	(81)
TOTAL DES PRODUITS		3 236	2 988
TOTAL DES CHARGES		54 989	3 388
BENEFICE OU PERTE		(51 752)	(399)

C – TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE AU 30 SEPTEMBRE 2009**TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE**

En K€	30/09/2009	30/09/2008
Résultat net	(51 752)	(399)
Eléments non constitutifs de flux liés aux opérations d'exploitation :		
Amortissements et Provisions (sauf actifs circulants)	2 140	1 494
Amortissements exceptionnels sur comptes courants	45 117	-
Résultat cession d'actif	4 358	-
Marge brute d'autofinancement	(137)	1 095
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation		
Variation des actifs/passifs relatifs aux fournisseurs	449	(4)
Variation des autres actifs/passifs d'exploitation	223	2 127
Flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	672	2 123
Acquisition immobilisations financières	(270)	(2 088)
Cession immobilisations financières	850	-
Acquisition immobilisations incorporelles	-	(57)
Cession immobilisations incorporelles	-	23
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	580	(2 122)
Trésorerie en début d'exercice	123	(973)
Trésorerie en fin d'exercice	1 238	123
Variation de trésorerie	1 115	1 096

D – ANNEXES AUX COMPTES DE LA SOCIETE-MERE AU 30 SEPTEMBRE 2009

Note 1. DECLARATION DE CONFORMITE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30 septembre 2009 dont le total est de 36 365 072 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste et dégageant une perte de 51 752 433 Euros.

L'exercice clos à une durée de 12 mois recouvrant la période du 1 octobre 2008 au 30 septembre 2009.

Cette société "Holding" n'a pas d'activité propre en dehors de la gestion de son portefeuille titres.

Note 2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Toutes les avances consenties entre les sociétés du Groupe font l'objet d'une rémunération égale à la moyenne des taux effectifs moyens pratiqués en France par les établissements de crédit, pour des prêts à taux variable, aux entreprises d'une durée initiale supérieure à deux ans tel que ce taux est fixé par l'article 39 – I – 3° du code général des impôts français. Ce taux est de 5.47 % au 30 septembre 2009.

Par exception, concernant les avances consenties aux sociétés de droit étranger, si en application de leur législation fiscale interne le taux fiscalement déductible de leur résultat fiscal est inférieur au taux précité, le taux fiscalement déductible applicable selon leur législation interne sera applicable. Si en revanche, le taux fiscalement déductible applicable selon leur législation interne est supérieur au taux précité, ce dernier restera applicable.

2.1 Immobilisations

Les immobilisations figurent au bilan à leur prix de revient d'origine, abstraction faite de toute charge financière.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire ou dégressif appliqué à la durée d'utilisation estimée. Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

- Licences informatiques : 1 an
- Autres immobilisations : 5 à 10 ans

2.2 Participations, autres titres immobilisés

Les titres de participation sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'usage de ces titres est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

La valeur d'usage est déterminée à partir de différentes valeurs et principalement de la quote-part de capitaux propres consolidés.

Les actions propres rachetées dans le cadre du contrat de liquidité avec pour objectif une régularisation de cours sont comptabilisés en VMP. Les autres actions propres rachetées dans le cadre du contrat de liquidité sont enregistrées en titres immobilisés.

Une dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire est inférieure au prix d'achat ; la valeur d'inventaire retenue étant le cours moyen de bourse du dernier mois avant la clôture de l'exercice.

2.3 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.4 Conversion des éléments exprimés en devises - Risques monétaires

Les opérations libellées en devises étrangères sont converties en Euros au cours de la monnaie à la date de la signature du contrat ou au cours fixé à la mise en place de la couverture de change (ventes ou achats de devises à terme).

2.5 Trésorerie

Le poste trésorerie comprend les instruments et placements financiers ayant une échéance inférieure à trois mois.

2.6 Impôt sur les sociétés

Au niveau fiscal, la société est société tête de file de groupe intégrée suivant les dispositions de l'article 223 A à U du Code Général des Impôts.

Sont concernées par ce régime :

- SA Rodriguez Group (Société tête de file)
- SA SNP Boat Service
- SAS G.Rodriguez

En 2008, la société mère a notifié son option au service des impôts d'être, à compter du 1er octobre 2008, seule redevable de l'impôt sur les résultats de la SA Le Yacht en vue de la détermination du résultat d'ensemble du Groupe.

Par convention il est précisé que les sociétés intégrées fiscalement calculent leurs charges d'impôts comme en l'absence d'intégration fiscale. Les économies d'impôts réalisées par les sociétés intégrées fiscalement liées aux déficits sont conservées chez la société mère et sont considérées comme une simple économie de trésorerie du fait qu'elles bénéficieront aux sociétés intégrées déficitaires du jour où elles seront redevenues bénéficiaires.

2.7 Entreprises liées

Participations		17 510 K€
SAS G.Rodriguez		164 K€
	Provision	- 164 K€
SA SNP Boat Service		1 187 K€
	Provision	- 1 187 K€
SA Le Yacht		137 K€
Camper & Nicholsons Int.		17 373 K€
Créances rattachées, avances et comptes courants		4 175 K€ Débiteur 11 884 K€ Crédeur
Camper & Nicholsons Int.		11 884 K€ Crédeur
SAS G.Rodriguez		14 902 K€ Débiteur
	Provision	-14 717 K€
SA SNP Boat Service		30 988 K€ Débiteur
	Provision	-26 998 K€
SA Le Yacht		3 401 K€ Débiteur
	Provision	-3 401 K€
Intérêts des Comptes Courants		1605 K€ Produits 231 K€ Charges
SA SNP Boat Service		1 071 K€ Produits
SAS G.Rodriguez		442 K€ Produits
SA Le Yacht		92 K€ Produits
Camper & Nicholsons Int.		231 K€ Charges

Note 3. PRINCIPAUX FAITS CARACTERISTIQUES DE LA PERIODE

Adaptation à une crise majeure

Durant l'exercice 2008/2009, le Groupe a constaté une poursuite de la dégradation des conditions de marché, avec un faible volume de transactions, aussi bien sur les bateaux neufs que sur les bateaux d'occasion et un niveau de prix qui continue d'être orienté à la baisse.

Afin de respecter son objectif de génération de cash, le Groupe a accepté de réaliser des transactions à des prix très inférieurs aux années précédentes.

Mise en sauvegarde de Rodriguez Group

Pour pouvoir adapter l'entreprise à un retournement majeur du marché, le Groupe a décidé, le 7 avril 2009, de placer la société Rodriguez Group et certaines de ses filiales sous le régime de la Sauvegarde. Ce dispositif permet à une société de poursuivre son activité dans les meilleures conditions possibles tout en bénéficiant de la suspension de l'exigibilité de ses dettes qui font l'objet d'un plan d'apurement dans le temps. La Sauvegarde est réservée aux entreprises qui ont démontré ne pas être en cessation de paiement et permet au management de conserver la direction et la gestion de l'entreprise.

Les sociétés concernées par ce dispositif sont les suivantes :

- Rodriguez Group
- SNP Boat Service
- G. Rodriguez
- Le Yacht

La période d'observation, avait une durée de six mois renouvelable. A la demande de Rodriguez Group, cette période a été renouvelée jusqu'au 7 avril 2010.

Cotation de l'action

La cotation du titre Rodriguez Group a été suspendue le 8 avril 2009.

Protocole de cession W.Service

Suite aux discussions initiées en avril 2009 au sujet de la vente du chantier d'entretien W.Service, un protocole de cession des actions W.Service a été signé en juillet 2009 incluant plusieurs conditions suspensives. Dès que ces dernières ont été respectées, la cession a été effective en date du 26 août 2009 pour un montant de 850 K€.

Note 4. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Vers une stabilisation des conditions de marché

La prolongation de la crise a encore eu un effet sur certains contrats de bateaux neufs en cours. Toutefois, le printemps 2010 permet de constater ce qui semble être un début de stabilisation des conditions de marché.

Fin de la procédure de Sauvegarde

Le 7 avril 2010, le Tribunal de Commerce de Cannes a homologué les plans de sauvegarde présentés par Rodriguez Group et ses deux principales filiales clôturant ainsi la période de sauvegarde ouverte un an plus tôt. Le 9 avril 2010, le plan de sauvegarde de la filiale Le Yacht a été homologué par le Tribunal.

L'homologation du plan de Sauvegarde consacre ainsi la restructuration du Groupe, et met un terme à la période de Sauvegarde.

Signature d'un plan de Restructuration financière

Le 22 février 2010, un accord a été conclu avec l'ensemble des banques qui porte d'une part sur le crédit revolving conclu en 2005, à hauteur de 155,5 M€ en principal et intérêts échus et, d'autre part, sur des engagements par signature à hauteur de 38,1 M€.

L'accord permet au Groupe de bénéficier :

- d'un abandon de créance en principal de 54,3 M€, permettant de constater un profit exceptionnel de ce montant dès l'exercice 2009/2010 ;
- d'un abandon de l'intégralité des intérêts à échoir, sur les dix prochaines années.

Le remboursement du solde de dette bancaire, soit 139,3 M€, s'effectuera :

- à hauteur de 74,7 M€ en numéraire par des remboursements échelonnés de 2010 à 2020 d'un montant minimum annuel de 6,4 M€, et qui seront, le cas échéant, augmentés en fonction des ventes du stock de bateaux neufs et d'occasion.
- à hauteur de 64,6 M€ par conversion en obligations à émettre par SNP Boat Service, convertibles en actions Rodriguez Group ou remboursables en numéraire à compter de 2017 et jusqu'en 2020, lesquelles ne porteront pas intérêt.

La parité retenue en cas de conversion des obligations en actions valorise le Groupe Rodriguez à 250 M€ quelque soit la capitalisation boursière du Groupe aux dates de conversion.

L'émission des obligations sera proposée au vote des actionnaires avant l'été 2010.

Le passif fournisseur a, quant à lui, pu être réduit dans des proportions significatives grâce aux accords conclus avec les principaux fournisseurs de SNP Boat Service. Ce passif, tel qu'admis par SNP Boat Service, s'établit à 27,8 M€ et fera l'objet d'échéances de remboursements progressives fixes sur la période 2011-2020

Afin de témoigner sa confiance dans l'avenir du Groupe et de faciliter la restructuration financière, le Groupe familial Rodriguez a contribué à hauteur de 9 M€ dont une partie sous forme d'apport en compte courant.

Cotation de l'action

La cotation du titre Rodriguez Group a repris le 8 avril 2010.

Apurement du passif intragroupe

La société Rodriguez Group s'est engagée dans le plan de sauvegarde, homologué par le tribunal de Cannes, le 7 avril 2010, à procéder à des cessions/compensations de créances intragroupe, afin de rationaliser/simplifier les opérations d'apurement du passif. Les créances résiduelles de Rodriguez Group feront l'objet d'une incorporation au capital de SNP Boat Service suivie d'une réduction de capital permettant de résorber partiellement ses pertes. Les titres SNP Boat Service ainsi créés seront comptabilisés en titres de participation chez Rodriguez Group et feront l'objet d'une dépréciation totale tant que SNP Boat Service n'aura pas reconstitué ses capitaux propres. Ainsi les comptes courants correspondants au 30 septembre 2009 ont été dépréciés dans leur intégralité.

Note 5. IMMOBILISATIONS - AMORTISSEMENTS

(en K€)	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations Incorporelles	7 178	-	-	7 178
Immobilisations Corporelles	-	-	-	-
Valeur brute	7 178	-	-	7 178
Amort. Immobilisations Incorporelles	195	6	-	201
Amortissement	195	6	-	201
Valeur nette	6 983	6	-	6 977

Note 6. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

(en K€)	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Titres de participation (valeur brute)	23 798	-	4 938	(a) 18 860
Provisions sur titres	-	(1 351)	(b) -	(1 351)
Titres de participation (valeur nette)	23 798	(1 351)	4 938	17 509
Actions propres (valeur brute)	2 383	-	-	2 383
Provisions sur actions propres	(1 469)	(583)	-	(2 052)
Actions propres (valeur nette)	913	(583)	-	330

Immobilisations financières	24 711	(1 934)	4 938	17 840
------------------------------------	---------------	----------------	--------------	---------------

(a) Cession du chantier d'entretien W. Service

(b) Provision des titres de SNP Boat Service et de SAS G.Rodriguez.

Actions propres

La septième résolution de l'assemblée générale mixte du 26 octobre 2009 autorise la Direction de SA Rodriguez Group, et conformément aux dispositions des articles L225-209 et suivants du code du commerce, à acquérir un nombre d'actions propres représentant jusqu'à 10 % du nombre des actions composant le capital social, soit un achat maximal de 1 250 000 actions.

Au cours de l'exercice en application de ce programme d'achat, aucune action propre n'a été achetée.

Au 30 septembre 2009, le nombre d'actions propres détenues est de 113 892 pour un montant de 2 383 K€ brut (330 K€ nets après réévaluation de la provision pour dépréciation de 583 K€ liée à la chute du cours de bourse de l'action Rodriguez Group).

Note 7. AUTRES CREANCES

(en K€)	30/09/2009	30/09/2008
Comptes sociétés liées	55 148	48 285
Etat et collectivités	93	15 752
Provision dep comptes sociétés liées	(45 117)	-
Total	10 124	64 037
- Dont à moins d'un an :	55 241	64 037
- Dont à plus d'un an :	-	-

Note 8. TRESORERIE

(en K€)	30/09/2009	30/09/2008
Actions propres (contrat AFEI)	5	11
Autres disponibilités	1 311	3 193
Total	1 316	3 204

Note 9. CAPITAL SOCIAL

Le capital social de 1 750 K€ est divisé en 12 500 000 actions de 0,14 Euros.

La société détient 115 562 actions propres réparties comme suit:

Nombre d'action	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Actions propres (rachat)	113 892	-	-	113 892
Actions propres (AFEI)	1 548	82 695	82 573	1 670
Total	115 440	82 695	82 573	115 562

Note 10. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en K€)	30/09/2009	30/09/2008
Provision pour Risques et Charges	200	-
Total	200	-

Dont passif à l'ouverture de la Sauvegarde : 200 K€

Les conséquences mécaniques des discussions en cours avec l'Administration, relatives au contrôle fiscal de la société SNP Boat Service, entraînent la constatation d'une provision pour risques et charges (pour impôt) de 200 K€.

Note 11. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

(en K€)	30/09/2009	30/09/2008
Découverts Bancaires	73	3 070
Total	73	3 070
- Dont part à moins d'un an	-	3 070
- Dont part à plus d'un an et moins de 5 ans	29	-
- Dont part à plus de 5 ans	44	-

Dont passif à l'ouverture de la Sauvegarde : 73 K€

Note 12. DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

(en K€)	30/09/2009	30/09/2008
Fournisseurs fact non parvenues	455	84
Fournisseurs	195	121
Total	650	205
- Dont part à moins d'un an	560	205
- Dont part à plus d'un an et moins de 5 ans	36	-
- Dont part à plus de 5 ans	54	-

Dont passif à l'ouverture de la Sauvegarde : 90 K€

Note 13. DETTES FISCALES ET SOCIALES

(en K€)	30/09/2009	30/09/2008
Taxe Professionnelle	-	-
Impot Forfaitaire Annuel	57	-
Total	57	-
- Dont part à moins d'un an	-	-
- Dont part à plus d'un an et moins de 5 ans	23	-
- Dont part à plus de 5 ans	34	-

Dont passif à l'ouverture de la Sauvegarde : 57 K€

Note 14. AUTRES DETTES

(en K€)	30/09/2009	30/09/2008
Comptes sociétés liées	17 741	25 446
Autres Dettes	-	33
Impôt Société - Groupe (Économies d'impôt - Art.223 CGI)	3 277	3 092
Total	21 017	28 571
- Dont part à moins d'un an	5 857	33
- Dont part à plus d'un an et moins de 5 ans	3 277	28 538
- Dont part à plus de 5 ans	11 884	-

Dont passif à l'ouverture de la Sauvegarde : 17 741 K€

Les comptes sociétés liées se décomposent :

- Compte courant Camper & Nicholsons : 11 884 K€
- Solde sur créance de Carry-back SNP Boat Service : 5 856 K€

Note 15. AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

(en K€)	30/09/2009	30/09/2008
Sous-traitances diverses	1	3
Achats matières et fournitures	13	137
Locations	10	35
Assurances	411	451
Rémunérations d'intermédiaires	455	354
Missions & Réceptions	30	69
Autres services extérieurs	93	123
Cotisations	18	18
Annonces & Insertions	(40)	165
Total	990	1 355

Rodriguez Group a engagé un vaste programme de réduction de ses coûts de structure et de diminution de ses charges variables afin d'abaisser son niveau de point mort.

Les mesures d'économie ont essentiellement porté sur :

- ✓ les dépenses liées au marketing,
- ✓ les achats de matières et fournitures (rapport annuel),
- ✓ les dépenses liées à la cotation du titre (suspension de la cote à compter du 08/04/2009).

La structure de coûts de Rodriguez Group a ainsi été optimisée.

Note 16. RESULTAT FINANCIER

(en K€)	30/09/2009	30/09/2008
Produit participation groupe	38	-
Autres produits financiers	1 621	2 848
Reprise de prov sur titres	-	45
Différence de changes	680	46
Produits financiers	2 339	2 939
Dotation prov. Dep Titres	1 934	1 469
Interêts et charges assimilées	231	462
Différences de changes	-	0
Charges financières	2 165	1 931
Résultat financier	174	1 008

La rémunération des avances consenties entre les sociétés du Groupe s'élève à :

- Autres produits financiers : 1 605 K€
- Intérêts et charges assimilées : 231 K€

Les intérêts intra-groupes ont fortement diminué car les comptes courants des sociétés en sauvegarde arrêtés au 7 avril 2009 ne portent plus intérêts à compter de cette date.

Note 17. RESULTAT EXCEPTIONNEL

(en K€)	30/09/2009	30/09/2008
Produit cessions éléments cédés	850 (a)	-
Bonis sur actions propres	10	49
Produits exceptionnels	860	49
Autres chg except sur op de gestion	1 279 (b)	-
Chg exceptionnelles en capital	5 227	105
Dot aux deprec exceptionnelles	45 117 (c)	-
Charges financières	51 623	105
Résultat exceptionnel	(50 764)	(56)

(a) Cession du chantier d'entretien W. Service

(b) Dont 1 261 K€ d'honoraires liés à la procédure de Sauvegarde

(c) Cf. Note 4. Evènement postérieurs à la clôture paragraphe "apurement du passif intragroupe"

Note 18. ENGAGEMENTS

Engagements donnés

- Les garanties données relatives au crédit revolving d'un montant maximum en principal de 150 000 K€ utilisé à hauteur de 150 000 K€ au 30 septembre 2009 sont :
 - Caution Solidaire de Rodriguez Group SA
 - Nantissement de compte d'instruments financiers (constituant du gage Rodriguez Group SA) :
 - . 3 490 actions SNP Boat Service SA
 - . 2 400 actions G.Rodriguez SAS
 - . 999 actions Camper & Nicholsons International
- Caution personnelle solidaire donnée le 6 juillet 2004 par la société au profit de BNP PARIBAS – 06400 Cannes en garantie des cautions reçues par SNP Boat Service – Cannes pour restitution des acomptes clients à hauteur de 10 000 K€.
- Caution personnelle solidaire donnée le 4 février 2003 par la société au profit de BNP PARIBAS – 06400 Cannes en garantie des cautions reçues par SNP Boat Service – Cannes pour restitution des acomptes clients à hauteur de 15 000 K€.

Note 19. SYNTHÈSE DES MODALITÉS D'APUREMENT DU PASSIF À L'OUVERTURE DE LA SAUVEGARDE

(en K€)	Comptabilité RODRIGUEZ GROUP	TRIBUNAL jugement du 07/04/2010		
		Protocolé ou hors plan	Admis	Contesté
Banques	73	-	73	-
Clients	-	-	109 (a)	793
Intragroupes	17 741	17 741	-	-
Fournisseurs	90	-	54	87
Provision pour risques et charges (pour impôts)	200	0	58	4 046 (b)
Dettes fiscales et sociales	57			
Total	18 161	17 741	294	4 926

(a) Passif contesté postérieurement au jugement du 07/04/2010

(b) Cf. Notes Annexes aux comptes consolidés du 30 septembre 2009 - Note.22 Autres provisions paragraphe *Contrôle fiscal*

Le passif admis sera remboursable en dix annuités de montant égal soit 10% du total admis, la première annuité venant à échéance au 7 avril 2011 et les suivantes au 7 avril de chaque année.

E – TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales détenues à + 50 % (en milliers d'euros)	Capital	Capitaux Propres	Quote part Capital	Valeur Comptable des titres		Prêts et Avances Consentis		Cautions et Avals	Chiffre d'Affaires H.T.	Résultat	Dividendes Encaissés	observation : dépréciation c/c	Nombre d'actions
				Brute	Nette	Brute	Nette						
SA SNP BOAT SERVICE 06400 CANNES SIREN : 300 774 791	1 655	(37 068)	100	1 187	0	30 988	3 990	-	79 684	(120 852)	-	26 998	3490 sur 3500
SAS GERARD RODRIGUEZ 06220 GOLFE JUAN SIREN : 350 178 794	40	9 293	100	164	0	14 866	149	-	10 210	(12 657)	-	14 718	2500 sur 2500
SA LE YACHT 06220 GOLFE JUAN SIREN : 658 062 590	80	3 300	99	137	137	3 401	-	-	4 319	(1 118)	-	3 401	4966 sur 5000
CAMPER & NICHOLSONS 16 Allée Marconi L-2120 - Luxembourg	1 193	18 393	100	17 373	17 373	-	-	-	18 851	(5 319)	-	-	999 sur 1000

RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR TOUTES LES FILIALES

		FILIALES		PARTICIPATIONS	
		Françaises	Etrangères	Françaises	Etrangères
Valeur comptable des titres détenus	Brute	1 488	17 373	-	-
	Nette	137	17 373	-	-
Montant des prêts et Avances Accordés	Brute	49 255	-	-	-
	Nette	4 139	-	-	-
Montant des Dividendes Encaissés		-	-	-	-

**VI – RAPPORT GENERAL DES
COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR
LES COMPTES ANNUELS
AU 30 SEPTEMBRE 2009**

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Rodriguez Group, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine à la fin de l'exercice écoulé.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes de votre annexe :

- Le Tribunal de Commerce de Cannes en date du 7 avril 2009 a ouvert une procédure de sauvegarde tant à votre société qu'à ses filiales la S.A. SNP Boat Service, la S.A Le Yacht et la S.A.S. Gérard Rodriguez et a accordé le 7 et 9 avril 2010, à votre société et ses filiales, un plan de sauvegarde. Une prorogation de date de la tenue de votre assemblée générale d'approbation des comptes annuels a été fixée au plus tard le 31 juillet 2010 par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce de Cannes.

- Un plan de restructuration financière a été mis en place (cf. détails en Note 4. de l'annexe).
- Dans le cadre du plan de sauvegarde, votre groupe s'est engagé à procéder à des cessions/compensations de créances intragroupe afin de rationaliser et simplifier les opérations d'apurement du passif. Les créances résiduelles de Rodriguez Group feront l'objet d'une incorporation au capital de SNP Boat Service suivie d'une réduction de capital permettant de résorber partiellement ses pertes. Les titres SNP Boat Service ainsi créés seront comptabilisés en titres de participation chez Rodriguez Group et feront l'objet d'une dépréciation totale tant que SNP Boat Service n'aura pas reconstitué ses capitaux propres. Les comptes courants correspondants au 30 septembre 2009 ont été dépréciés dans leur intégralité.

2. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants, en sus de l'observation formulée au premier paragraphe de ce rapport :

- Ainsi que décrit dans la Note 3 de l'annexe, le groupe a rencontré des difficultés majeures au cours de l'exercice.

Les actifs figurant au bilan de votre société, relatifs au sous-groupe Camper & Nicholsons représentent les valeurs nettes comptables principales (6.970 K€ en immobilisations incorporelles et 17.373 K€ en titres de participations)

Dans ce contexte, un test de dépréciation a été conduit sur les actifs de Camper & Nicholsons, à la fois dans le cadre des comptes consolidés du groupe et dans celui des comptes sociaux de votre société.

Nous avons revu, afin de nous assurer de leur caractère raisonnable, les hypothèses d'exploitation prévisionnelles ainsi que les modalités de calcul financier appliquées à ces tests.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence des faits exposés dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital (ou des droits de vote) vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Nice et Le Cannet,

Le 15 juin 2010

Les Commissaires aux Comptes,

Exco Côte d'Azur Audit
Jean Marcel GIULIANI

Moore Stephens Casagrande
Patrick AUMERAS